

Un număr vechiu 7 lei

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLATIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANTE — SOCIOLOGIE

Director: N. C. SCHINA

COMITETUL :

D. NEGULESCU, Profesor la Facultatea de drept din București, GR, CONDURATU, Consilier la Curtea de Apel București
 ALEX. CERBAN Dr. în Drept din Paris ALFRED JUVARA IOSEF G. COHEN TR. ALEXANDRESCU V. ANGHELOVICI EUG. EMMANUEL
 Dr. în Drept din Paris Dr. în Drept din Paris Avocat Post Prim-Presed. Trib. Avocat Dr. în Drept din Paris Dr. în Drept din Paris
 Profesor Universitar Avocat Avocat Avocat Jud. Trib. Ilfov Avocat

Secretar de Redacție: E. C. DECUSARA, Dr. în drept din Paris, Directorul Statisticii Judiciare

Membru corespondent pentru Paris: EDOUARD LEVY, Dr. în Drept, Avocat, Paris

ABONAMENTUL

Un an p. Bănci, Case Comerc. și Autorit. 300 lei
 „ Magistrați și Avocați fără supl. 150 „
 6 luni prețul cel de sus pe jumătate

APARE ODATA PE SAPTAMANA
 sub direcțiunea unui comitet

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția și Administrația
 București, Artei, 5 și Rahovei, 5
 Lângă Palatul Justiției
 — TELEFON 18/29 —

Rugăm stăruitor pe d-nii abonași din provincie a nu mai aștepta alte invitațiuni, sau sosirea încasatorilor, și a bine voi să trimită achitarea abonamentului prin mandat postal, direct la Administrația ziarului „Curierul Judiciar”, București, Rahovei 5, fiind pe cotorul mandatului „pentru abonamentul datorat partida No.”

SUMAR

— De la gestion d'affaires d'intérêt privé par un fonctionnaire, par le Mr. N. C. Schina;

— O speță și o părere (Un individ în stare de arest, care la expirarea unei nu este supus reconfirmării Trib., este liber prin faptul că înpotriva sa nu mai există mandat de arestare. Interpretarea art. 113 pr. pen.), de d-l jude instructor-prezident Corneliu Negrea, însoțit de o Notă a d-lui avocat I. Al. Vasilescu;

— Legi promulgate prin *Monit. Of.* No. 89 din 26 Iulie 1921;

JURISPRUDENȚA:

— Casajie s. I: *Tănase Novac cu D. Găinescu* (Pactul comisoriu dintr-un contract de închiriere operează numai în folosul proprietarului);

— Casajie s. II: *Primul Procuror Trib. Ilfov cu Ion N. Drăgan și Sârbu și alții* (Caracterul deciziunilor Camerei de punere sub acuzare în caz de neatacare în termenul prescris de art. 321 pr. pen. Când trebuie învoată incompetența Curții cu jurați? cu o Notă de E. C. Decusara);

— Idem: *Eliza Ionescu cu soțul Comandor Ionescu* (Condițiunile cerute pentru a putea fi ceretată temeinică excepțiunile de conexare. Dacă, în apel, din oficiu, se pot completa dovezile făcute la prima instanță în materie de divorț?); cu o Notă de Iper.

— Curtea de Apel Constanța: *Dem. D. Gheorghiu și Dea Em. Vasiliu cu Florica Cernea* (Instanța competentă a judeca apelul contra unei ordonanțe prezidențiale care a ordonat inscripția privilegiului separației de patrimoniu?); cu o Notă de d-l Profesor Demetru Negulescu.

Rezumatel Jurisprudenței Curților de apel și Casajie

— *Apel I:* Văduvă săracă. Dreptul la alimente și habitatiune. Dacă se poate cumula cu dreptul văduvei sărace.

— *Apel II:* Pe ce timbru trebuie făcută expertiza grafică?

— *Apel III:* Ordonanță prezidențială. Apel. Vacanța. Legea proprietarilor. Suspendare. Dacă președintele secțiunii de vacanță poate în acest caz emite ordonanță prezidențială? art. 66 bis pr. civ.

— *Apel IV:* Formalitățile în care se fac închirierile bunurilor comunale. Drepturile locatarului. Nefolosința lucrului închiriat. Garantare. Daune interese.

— *Jurisprudență străină:* 1. Rectificarea actului de naștere, cu o Notă de d-l avocat Dr. Ed. Levy.—2. Amnistie. Efect legal. Ștergerea delictului însuși.—3. Locul de plată. Clauză atributivă de jurisdicțiune. Aplicațiunile la vânzări nu și la cumpărări.—4. Divorț. Distrugerea sau dispariția, din cauza evenimentelor de război, a practicalei și minuitei hotărârei. O nouă hotărâre declarând divorțul constat.

De la gestion d'affaires d'intérêt privé par un fonctionnaire

Comme nos lecteurs le savent, nous avons publié dans le «Courrier Judiciaire» du 26 Juin, 1921 No. 24 le remarquable article d'un savant professeur à la Faculté de droit de Paris: Mr. R. Demogue, lequel a été fort apprécié par tout le monde juridique.

Ayant contribué dans la plus large mesure à la rédaction d'un projet de Statut des fonctionnaires dont l'importance a été telle que le Parlement roumain vient de se l'approprier, l'article et la lettre de Mr. Demogue, dont nous avons fait mention dans le même numéro où l'article de Mr. Demogue a paru, sont pour nous un encouragement et la preuve que Mr. Demogue n'est pas étranger à une question qui, pour la Roumanie, prend les proportions d'une nécessité absolue; ce que j'ai largement démontré par écrit et par la parole en me faisant le protagoniste persévérant des intérêts de tout le fonctionnarisme roumain.

D'ailleurs, notre très distingué membre correspondant à Paris, Mr. Edouard Lévy, docteur en droit, nous fait en outre connaître que la Commission parlementaire et administrative de France a été saisie de notre projet de statut des fonctionnaires et nous demande d'urgence le texte en français pour être soumis à la dite Commission.

Par son savant article Mr. Demogue nous met en face d'une série de questions tout à fait nouvelles en matière de droit privé et chacune d'elles peut faire l'objet d'études spéciales. Nous nous attacherons seulement à l'une d'elles, à celle qui nous semble primordiale et de nature à provoquer une controverse en France, mais non pas en Roumanie.

Mr. Demogue établit que certains principes de droit public ne peuvent être considérés comme immuables et que, grâce à une évolution qui s'est produite dans ces temps derniers, le droit privé peut même forcer les plus rigoureux principes de droit public. C'est ainsi que Mr. Demogue arrive à se demander si un fonctionnaire, à l'occasion, et dans l'exercice de ses fonctions, peut se prévaloir en justice contre une tierce personne qui a profité de son acte, par une action «negotiorum gestorum» ou «de in rem verso» et Mr. Demogue laisse entrevoir l'affirmative si le fonctionnaire, en accomplissant cet acte, a fait preuve de courage et de dévouement.

Selon nous, la question ne peut se résoudre en Roumanie que par notre droit public posant des principes qui, seuls, peuvent nous fixer sur l'appellation «fonctionnaire», la nature juridique et le caractère «de la fonction publique». Nous croyons, en nous basant sur ces principes, devoir répondre négativement à la question de l'éminent professeur, en nous appuyant sur la Constitution roumaine d'une part, et, d'autre part, sur le principe du statut légal du fonctionnaire; enfin, parce que le point de vue français diffère du point de vue roumain.

Le droit, qui, selon la majorité des auteurs, est l'ensemble des règles de conduite qui garantissent, sous la sanction de la contrainte, la liberté de chacun, conformément aux principes de justice, afin de réaliser la solidarité sociale, se divise en droit public et en droit privé. Cette division du droit est fondamentale; elle domine la science juridique et, selon Ulpian, elle a pour base la distinction entre l'intérêt général et l'intérêt particulier.

Comme le dit fort justement Mr. Orban, l'éminent professeur de droit public et administratif à l'Université de Liège:¹⁾ „le droit privé contient cependant d'innombrables dispositions inspirées par des motifs d'utilité sociale et, d'autre part, on rencontre dans le droit public des dispositions édictées en vue de sauvegarder les intérêts particuliers (art. 11 de la Constitution belge similaire de l'art. 19 de la Constitution roumaine).

Mr. Orban considère périlleuse la théorie qui prend l'intérêt général comme principe de droit public; elle fait, dit-il, de cet intérêt la suprême raison d'Etat; elle érige en maxime fondamentale la règle païenne; «salus populi suprema lex esto», elle l'invoque pour justifier les mesures les plus injustes, les actes les plus arbitraires, la dictature, la suspension de la Constitution et des lois, l'établissement de tribunaux extraordinaires. Pour rendre raison des droits de l'Etat, de son autorité, de ses prérogatives, il faut s'élever, dit-il encore, à une notion plus haute que l'intérêt général, reconnaître en l'Etat une institution nécessaire, imposée aux sociétés humaines; et, pour atteindre cette idée, étudier l'homme et la société politique dans leur nature et dans leurs rapports essentiels.

La division du droit, en public et privé résulte de la diversité même des choses, dont ces deux branches du droit s'occupent.

L'objet des règles juridiques est de réglementer les rapports et d'organiser les groupements ou éléments sociaux en vue de réaliser l'ordre et le progrès.

Or, il y a des groupements dont les membres de la société, font partie, et des rapports dans lesquels ils sont impliqués en tant qu'individus, abstraction faite de leur qualité de citoyens; groupements et rapports totalement étrangers à ceux auxquels donnent lieu la formation et l'activité de la puissance publique. Les familles et les relations d'autorité, d'obéissance et de parenté qui en dérivent, les propriétés et les rapports contractuels ou non auxquels elles donnent naissance sont les éléments et les rapports constitutifs de la vie privée ou civile, opposée à la vie publique ou politique.

L'Etat, c'est à-dire la puissance où l'autorité publique est dans la société un élément tout spécial, une institution naturelle et nécessaire sans doute, mais qu'il faut organiser, dont il faut régler l'existence et le fonctionnement, et qui donne lieu par ses contacts avec d'autres Etats et dans chacun avec la société, à des relations dans lesquelles l'homme est impliqué comme citoyen,

relations qui sont étrangères à sa vie privée, qui constituent plutôt la vie de l'Etat ou la vie politique, et nécessitent l'élaboration de règles juridiques spéciales.

Le droit privé organise et réglemente les relations individuelles, c'est à-dire les relations de famille, les questions de fortune et les rapports d'intérêt auxquels donne lieu la vie privée; le droit public ne pourvoit pas aux exigences des relations individuelles; il ne s'occupe des personnes que pour régler leur participation à la vie de l'Etat et déterminer leurs droits et obligations par rapport à lui. L'organisation des pouvoirs, la définition de leurs prérogatives vis-à-vis de la société, c'est à-dire vis-à-vis des citoyens et des groupements de citoyens qui la composent: tel est son objet. On peut le définir cette partie du droit qui a pour mission de régler l'organisation et l'exercice de la puissance publique.

Avec ces notions, nous allons préciser conformément à l'article 10 de notre constitution, article qui a comme correspondant l'article 6 de la Constitution belge, les caractères de la fonction publique et nous arriverons plus facilement à résoudre le problème posé par Mr. Demogoe.

Nous sommes portés à admettre, la définition que Giron a donnée sur la qualité du fonctionnaire appartenant aux individus en qui l'autorité législative, judiciaire, gouvernementale ou administrative se personnifie pour agir au nom de la Société et en vertu d'un pouvoir qu'elle leur délègue à cette fin.

Selon la Constitution roumaine, il n'y a pas cette distinction entre le fonctionnaire d'autorité ou de gestion (admise par certains auteurs français et rejetée par la majorité d'entre eux, qui ne voient qu'une certaine artificialité entre cette distinction); car le fonctionnaire participe à l'accomplissement d'un service rentrant dans la mission obligatoire de l'Etat quelle que soit la nature de leurs actes, fussent-ils des actes unilatéraux ou d'autorité, des actes de gestion, ou de simples opérations matérielles, ainsi que s'expriment certains auteurs français et que, par conséquent, l'appellation d'organes de l'Etat convient donc à tous ceux qui, d'une façon permanente, participent au fonctionnement des services publics de l'Etat.

De là il ressort que toute nomination de fonctionnaire est un acte unilatéral de puissance publique.

L'idée qui paraît, il me semble, dominer dans les temps modernes, en France, est de vouloir admettre dans les fonctions publiques une situation contractuelle, en l'assimilant soit au contrat de louage de services, soit au mandat. De là paraît ressortir la raison pour laquelle les fonctionnaires en France soutiennent la théorie du contrat et pensent que la grève est, par conséquent, le système légal de défense de leurs intérêts professionnels, moraux ou économiques.

Cela expliquerait du moins l'affiliation de la Fédération nationale des fonctionnaires salariés de l'Etat, des Départements et des Communes à la C. G. T.

Notre conception est toute différente parce qu'elle est basée sur la Constitution (art. 10 comb. avec les art. 31 et 131 al. 5) qui précise la nature juridique de la fonction publique et admet que la nomination d'un fonctionnaire est un acte unilatéral de puissance publique, ce qui est la caractéristique du statut légal opposé au contrat.

Conformément au susdit art. 10 de la Constitution roumaine, la fonction publique est considérée comme „un droit d'Etat ayant caractère national“ et cet article, qui est la base essentielle de notre régime constitutionnel, se trouve étroitement lié aux principes posés par l'art. 31 de la Constitution qui, avant tout, est une dé-

1) O. Orban, *Droit Constitutionnelle de la Belgique*, pag. 6-7, 1-er volume.

claration d'indépendance et d'affirmation de la liberté du pays.

L'art. 31 de la Constitution proclame solennellement : „Tous les pouvoirs de l'Etat émanent de la Nation, qui ne peut les exercer que par délégation et conformément aux principes et règles prévues par cette même Constitution“.

L'autorité, dans n'importe quelle organisation publique, étant exercée par les pouvoirs constitués, qui la détiennent du pouvoir Constituant, se considère comme une émanation directe de la Nation.

L'administration générale, dans la majorité des pays de l'Europe n'a pu encore s'affirmer comme un pouvoir spécial puisque elle n'a pas son indépendance propre, sa direction étant confiée au pouvoir exécutif, par conséquent dépend du pouvoir gouvernemental. L'administration est pourtant aussi une émanation de la Nation ayant ses caractères spéciaux et sa marche propre, lui permettant facilement d'être séparée du pouvoir exécutif, comme cela se pratique dans certains pays.

De ces considérations succinctement exposées, résultent par conséquent, assez clairement, les raisons pour lesquelles la Constitution roumaine considère la fonction publique comme un droit d'Etat ayant caractère national.

Afin de maintenir l'unité et l'indivisibilité de l'Etat, la Constitution établit un lien sacré entre l'Etat et le fonctionnaire, car autrement le caractère public des services disparaîtrait et on arriverait au système de leur concession, qui transformeraient les collaborateurs de l'Etat en simples adjudecataires des services publics.

La doctrine et la jurisprudence n'étant pas liées, en France comme chez nous, à des dispositions constitutionnelles absolument rigoureuses, selon M. Demogue, peuvent attribuer, en certains cas, une action en justice par un fonctionnaire contre une tierce personne qui a profité de son acte à l'occasion et dans l'exercice de ses fonctions.

Ajoutons que la doctrine et la jurisprudence françaises, influencées par la théorie du contrat, ne peuvent changer notre opinion même s'il s'agissait d'appliquer dans ce cas les principes modernes qui sont à la base de toute convention collective du travail.

Mr. Duguit, lui même, a considéré le contrat collectif du travail, comme une transformation qu'a subi le droit privé; car il constate que le contrat collectif de travail, tout en étant une théorie juridique nouvelle, est tout-à-fait étrangère au cadre traditionnel du droit civil, n'est pourtant qu'une convention qui régleme les relations entre deux classes sociales, qui ne réglent par leur participation à la vie de l'Etat et ne détermine pas leurs droits et obligations par rapport à lui. Elles n'ont pas, eu un mot, mission pour régler l'organisation et l'exercice de la puissance publique.

La théorie contractuelle ne peut être opposée aux fonctionnaires qui, tout en étant une classe sociale distincte, n'est pas liée à l'Etat comme par le contrat d'un ouvrier avec son patron, mais bien par un acte unilatéral de puissance publique, comme nous l'avons déjà démontré.

La transformation dont parle Mr. Duguit est l'affirmation d'un principe qui s'oppose à l'individualisme qui caractérise le code Napoléon : l'autonomie de la volonté individuelle disparaissant pour faire place à la notion de l'interdépendance sociale dans les rapports des individus et des groupements d'individus, absolument étrangers aux principes qui donnent lieu à la formation et à l'activité de la puissance publique.

La Constitution roumaine, consciente du fait que la prospérité ou la décadence d'un pays sont étroitement liées à la bonne marche de l'administration générale du

pays et influencée par les résultats néfastes que le régime d'avant 1866 avait donnés, a entouré cette Administration de garanties stables et positives, imposant ainsi la réforme administrative sur le principe de décentralisation (art. 37, 106, 110 et 131 al 1) et exigeant impérativement un statut des fonctionnaires afin que la stabilité, le recrutement, l'avancement, la discipline soient assurés aux fonctionnaires, et mis en dehors de toute atteinte de l'arbitraire et du favoritisme politique. Pour toutes ces raisons une bonne administration exige la formation d'une classe de fonctionnaires aussi relevée que possible, ayant des éléments instruits, capables, des aptitudes professionnelles, une responsabilité bien définie, afin de pouvoir remplir dignement l'important rôle social qui leur est dévolu.

Telle est donc, selon notre Constitution, la conception que nous avons du fonctionnaire et de la fonction publique.

Notre statut, s'occupant des fonctionnaires publics, dans le sens des précision que nous venons d'indiquer, nous arrivons, d'accord avec une grande majorité des auteurs français même, à la conclusion que le fonctionnaire est un produit de l'Etat, et que, entre l'existence de l'Etat, et celle du fonctionnaire, existe une étroite corrélation. Si donc nous faisons abstraction de la notion d'Etat, nous supprimons la fonction publique et le fonctionnaire; de même que si nous supprimons la fonction publique nous privons l'Etat de ceux sans lesquels aucun service public ne peut exister.

Pour toutes ces causes les droits et les obligations d'un fonctionnaire, dans leurs relations avec l'autorité ou le particulier pour des actes concernant son service et à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, ne pouvant être régler que par le statut, comme il résulte si clairement de l'art. 10 de notre Constitution, qui seul a pouvoir et mission de régler tous ces cas, la conclusion nous paraît donc être d'après même Mr. Demogue, que le fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions ne peut se prévaloir en justice contre une tierce personne qui a profité de son acte lorsqu'il a fait strictement son devoir.

Mr. Demogue, qui certainement sait que le Parlement français, à la suite d'une pression énergique des fonctionnaires, a voté après la guerre, en 1919, le statut des fonctionnaires, laisse pourtant une porte ouverte et admet que pour les actes de grand dévouement ou de courage l'action «negotiorum gestorum» ou «de in rem verso» le fonctionnaire pourrait se prévaloir contre un particulier.

Nous avons donné déjà les motifs qui, selon notre droit public, nous poussent à refuser ce droit aux fonctionnaires, raisons semblables pour les deux hypothèses : soit que le fonctionnaire ait fait strictement son devoir, soit qu'il ait fait des actes de grand dévouement et de courage.

C'est dans cet esprit que les art. 48 et 49 du statut, que le Parlement vien de s'approprier, comme je l'ai déjà mentionné, disent que les fonctionnaires, qui, par un acte de courage ou de dévouement, ou à la suite d'un accident arrivé à l'occasion de l'accomplissement du service, sont devenus impropres à la fonction qu'ils occupent et se trouvent dans l'impossibilité de gagner leur existence par n'importe quel autre travail, ont droit à une pension égale à leur dernier salaire et si l'infirmité ne les met pas dans l'impossibilité absolu de continuer leur service, ont droit à une pension qui peut aller jusqu'à la moitié de leur traitement.

L'article de Mr. Demogue est pour nous de la plus haute utilité, puisqu'il nous permet aussi de combler une lacune qui se trouve dans le Statut des fonctionnaires et qui devrait être formulée de la manière suivante :

«Tout acte de devouement ou de courage d'un fonctionnaire dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, même s'il n'a pas été blessé, a droit à une récompense décernée par une décision motivée par le Conseil Supérieur Administratif créée par le Statut.»

Nous avons dit franchement ce qui se passe chez nous; quelque peu en opposition avec l'article de Mr. Demogue, qui voudra bien prendre en bonne part nos impressions toutes personnelles.

N. C. SCHNA

O SPEȚĂ ȘI O PĂRERE

Un individ în stare de arest, care la expirarea lunii nu este supus reconfirmării Trib. este liber prin faptul că în privința să nu mai există mandat de arestare. Interpretarea art. 113 procedura penală.

Un oare care încasând o sumă însemnată de bani de la o bancă, pune banii în buzunar voind să plece și la eșire simte că un individ îi vără mâna în buzunar și se încearcă să-l fure. Dă alarma denunțând și ținând de mână pe cel bănuț în fața publicului și a funcționarilor din bancă. Se dresează acte pentru acest caz și afacerea vine la instrucție, unde după luarea interogatorului, se dispune deținerea preventivă a individului.

În timpul instrucției prevenitul cere liberarea pe o cauțiune de 3000 lei. Cererea j-a fost admisă pe motiv că instrucția era terminată și că faptul imputat nu avea un caracter prea grav, mai ales că furtul nefiind consumat, prejudiciul nu exista și în fine cauțiunea de 3000 lei este o presupusă garanție că prevenitul nu va dispărea dinaintea Justiției. Contra ordonanței de liberare ministerul public a intervenit cu opoziția și Camera de punere sub acuzare, unde s'a admis opoziția și prevenitul a fost reținut arestat. Peste câteva zile prevenitul a revenit la instrucție cu o nouă cerere de liberare referindu-se la aceeași cauțiune. Instrucția, de și avea în fața sa aprecierea contrarie a unei instanțe superioare, totuși bazându-se pe aceleași motive și neputând reveni, nesurvenind nimic nou în cauză, admite din nou cererea de liberare pe cauțiune. Ministerul public face din nou opoziție contra ordonanței de liberare și astfel sesizează din nou Camera de punere sub acuzare. În timpul acesta și mai înainte ca să se fi judecat a doua opoziție a trecut o lună de când prevenitul fusese arestat, și cum nu se dăduse ordonanța definitivă, prevenitul trebuia să fie pus în libertate conform art. 113 din procedura penală, afară numai dacă instrucția ar fi referat Tribunalului că este un interes pentru a se prelungi prevenția. Or, cum în două rânduri se motivase punerea în libertate, ar fi fost imposibil să se conceapă vre-un interes de deținere și, deci, ca o consecință naturală s'a constatat că s'a împlinit o lună fără a se statua asupra prevenției și s'a comunicat Parchetului pentru a se pune prevenitul în libertate. Contra aceștia a treia ordonanță Ministerului public a făcut o nouă opoziție și astfel prevenitul a rămas tot arestat.

Aceasta este speța.

Cu această ocaziune s'a susținut că de și a expirat o lună de prevenție, fără ca să se fi dat ordonanța definitivă, totuși trebuia sesizat Tribunalul pentru reconfirmarea mandatului de arestare, de oarec judecata ultimei opoziții contra ordonanței de liberare se găsea pendinte înaintea Camerei de acuzare și că, în tot cazul, ordonanța prin care se constata la instrucție că numai

e interes a se reconfirma mandatul, poate fi opozată de Ministerul public și că reconfirmarea mandatului de arestare trebuia cerută neapărat și din acest punct de vedere, rămânând ca Tribunalul să statueze punând în libertate sau menținând arestat pe prevenitul.

Aceasta este părerea.

În contra primului argument și anume acela că referatul de reconfirmare trebuia făcut la Tribunal, de oarec se găsea pendinte judecarea opoziției contra ordonanței de liberare, cred că este o eronată interpretare a legii, de oarec deși în timpul instrucției orice ordonanță poată fi atacată cu opoziție de Ministerul public, conform art. 94 și 137 din procedura penală, însă aceasta numai contra dispozițiilor luate de instrucție în cursul unei luni. Odată ce luna a expirat și nu s'a dat ordonanța definitivă, intervine dispozițiunile art. 113 din procedura penală, care reglementează speța, ordonând ca prevenitul să fie pus în libertate, dacă nu s'a intervenit la Tribunal pentru reconfirmarea mandatului, conform art. 97 din procedura penală, cum s'a întâmplat în speța, când instrucția a constatat că nu e nici un interes de a se continua prevenția. Prin urmare, în acest caz, mandatul de arestare nu mai există, căci n'a fost reconfirmat și atunci motivul că era pendinte judecarea ultimei opoziții înaintea camerei, rămâne neintemeiat, căci ne mai fiind mandat de arestare nu mai poate fi nici judecată la liberare. Cu alte cuvinte, dacă se admite că judele de instrucție are facultatea de a cere sau nu reconfirmarea mandatului, conform art. 113 din procedura penală, după cum este interesul instrucției și gravitatea faptului imputat, trebuie să admitem și teoria că mandatul de arestare, care n'a fost reconfirmat, este nul și atunci inculpatul ne-mai având în contra sa un mandat de arestare, nu mai poate sta închis.

Să nu se uite, în această privință, că arestarea este un caz excepțional și că libertatea individuală este garantată; iar când împrejurările sociale reclamă necesitatea de a se pronunța arestarea cuiva, acest act judecătoresc este îngrădit de o mulțime de formalități, care trebuie păstrate cu rigoare.

În privința argumentului al doilea: „Că ordonanța prin care se constată că nu mai este interes a se reconfirma mandatul de arestare și prin care s'a comunicat Parchetului de a se pune prevenitul în libertate, poate fi opozată de Procuror“.

Este foarte adevărat că Ministerul public are dreptul de a opoza ordonanțele judelei de Instrucție, după cum am văzut textele mai sus citate, dar în cazul de față o asemenea opoziție, care s'a și făcut, după cum mai sus am arătat, poate avea rezultate inoperante și iată de ce: Dacă opoziția este primită ca fondată, ce ar putea decide Camera de punere sub acuzare?

De sigur că va decide ca prevenitul să rămâie arestat; dar, atunci, în baza unui mandat de arestare care a rămas neconfirmat, prevenitul n'ar putea să rămâie închis, căci ar fi o arestare ilegală. Dacă s'ar cere Tribunalului să se reconfirme mandatul, cererea ar fi tardivă, de oarec Tribunalul ar constata că a expirat termenul de o lună. Prin urmare, consecințele acestei opoziții devin imposibile, afară numai dacă Tribunalul, în aprecierea sa, ar vrea să țină cont de împrejurările forțate ale judecării opoziției și să reconfirme mandatul, de și a expirat termenul de o lună.

În acest caz am avea o nouă jurisprudență în materie de arestare. În tot cazul însă, prevenitul trebuia să se bucare de dispozițiunile ultime din art. 136 din procedura penală, din care rezultă că o ordonanță de liberare se va executa provizoriu, cu toată opoziția fă-

cută contra ei. Deci, în tot cazul, prevenitul trebuia lăsat liber, ceiace nu s'a făcut.

În speță, însă, s'a întâmplat astfel: Camera de punere sub acuzare prin decizia cu No. 217 din 15 Aprilie 1921, (dos. 222/921) a admis ultima opoziție a Ministerului public și reformând ordonanța instrucției, a lăsat în prevenție pe inculpat, motivând că prin art. 113 din proc. penală se pune îndatorire judecătorului de Instrucție de a supune Tribunalului din lună în lună spre reconfirmare mandatul de arestare, însă această măsură ca un control asupra Judecătorului de instrucție, iar nu și atunci când Judec instructor ar fi dispus mai înainte liberarea prevenitului, și dacă Procurorul a atacat cu opoziție ordonanța de punere în libertate, deciziunea Camerei, care rezolvă această opoziție, implică *coprînd și dreptul de a reconfirma mandatul.*

Argumentarea eronată, după părerea noastră, de oarece, mai întâiu, în materie penală, și mai ales în materie de arestare, nu se pot rezolva principiul prin raționamente analoage, ci trebuiesc texte de lege precise. Prin urmare, Camera de punere sub acuzare nu avea dreptul de a reconfirma un mandat de arestare în locul Tribunalului, căci legea nu o spune. Este adevărat că această instanță superioară de instrucție are controlul și al instrucției și al Tribunalului cu ocazia confirmării și reconfirmării mandatelor de arestare, dar numai în cazul când aceștia s'au rostit prin ordonanțele și jurnalele lor; or, în speță, Tribunalul nu a fost chemat să se pronunțe cu nimic, de oarece nu s'a cerut reconfirmarea mandatului, și atunci, în baza căruia text de lege Camera poate înlocui rolul Tribunalului? Dar afară de aceasta legea este categorică prin art. 113 din procedura penală, căci zice: Dacă s'a împlinit o lună fără să se fi statuat asupra prevenției, *prevenitul va fi pus în libertate.* Dispoziție imperativă, care trebuie executată fără șovăire, căci mandatul de arestare a dispărut. Or, atunci, cu ce drept Camera a mai reținut pe prevenit arestat, căci contra lui nu mai era nimic. Că, în fine, deținerea lui ca arestat a fost ilegală, mai reese din art. 137 ultim alineat din proc. penală, care spune, că dispozițiile ordonanței care pronunță liberarea prevenitului se va executa provizoriu, cu toată opoziția făcută în contra-l. Că, în fine, în afară de toate aceste chestiuni de drept, care-au fost rău interpretate, după umila noastră părere, culpabilitatea delictivului a rămas nulă, de oarece instanța de fond l'a achitat.

Din toate acestea conchidem că Judecătorul de instrucție nu este obligat să ceară la finele unei reconfirmarea mandatului de arestare, ci numai dacă apreciază că sunt motive grave și serioase de a prelunge prevenția, și dacă n'a cerut această prelungire, prevenitul se găsește în situația unui individ care n'ar fi fost arestat, trebuind să se bucure de îndată de libertate, care este principiul social, iar arestarea o pură excepție îngrădită de anume formalități, care trebuiesc anume respectate, așa după cum cere legea.

Că Ministerul public n'are dreptul să opoaze atunci când nu s'a cerut prelungirea prevenției prin reconfirmare, fiindcă punerea în libertate a prevenitului, în acest, caz, este o consecință fatală a legii, iar nu act de apreciere al Judecătorului de instrucție, care nu este obligat a lua nici o dispoziție. Dacă luna a expirat și mandatul n'a fost reconfirmat, chiar Directorul Inhibitorului poate, eventual, să constate această lipsă și să pună în libertate pe prevenit; și, în afară de aceasta, legea neprevăzând cum trebuie să se reconfirme mandatul, în caz când nu s'a făcut referat Tribunalului, nu s'ar putea ști ce ar fi de făcut în caz de admiterea

opoziției; iar formalitățile deduse din analogie nu pot fi admise în materie de arestare. (Vezi Dosarul cabinetului I de instrucție cu No. 77/921. Inculpat Leiba Catz).

București, Iulie 1921

CORNELIU NEGREA
Jude instructor-president

NOTA. — Articolul de față prin care d-l Jude-Instructor Corneliu Negrea, își apără părerea într-o speță destul de delicată, cuprinde un caz de aplicațiune a procedurii penale din cele mai interesante.

Firește, nu îndrăsnim să credem că vom putea schimba cealaltă opinie a Camerei de punere sub acuzare, totuși, cu destulă timiditate, vom spune că în acest conflict de păreri asupra aplicațiunii textelor, Judecătorul de Instrucție a luat o măsură care era îndreptățită de un drept suveran și neîgăduit pe care legiuitorul i l'a acordat. Înmulțirea infractorilor și pornirea firească spre severitate, din ultimul timp, ne face adesea să perdem din vedere că libertatea individului este regula și arestarea este excepția. Consecințele care decurg din acest principiu, se impun cu multă tărie, încât socotim noi, pentru a rezolva un conflict, ca cel de mai sus, este suficient să considerăm principiul mai sus enunțat ca punct de plecare.

Într'adevăr, prima consecință o trage însuși legiuitorul care, în art. 113 proc. penală, spune că prevenitul va fi pus în libertate, după ce a expirat o lună de cercetări „afară numai dacă în urma raportului Judelei Instructor, Tribunalul nu reconfirmă mandatul“.

Expresiunea „afară numai“ indică imediat că acest raport nu este nici obligator, nu conține nici regula, ci din potrivă, caracterizează excepția. Dacă legiuitorul ar fi vrut să impună acest raport n'ar fi început cu arătarea categorică: «prevenitul va fi pus în libertate», dispoziție care nu lasă nici umbră de îndoială că legiuitorul și-a urmărit respectarea propriului principiu, considerând prevenția ca o stare excepțională datorită unei necesități de neînlăturat. Regula deci că prevenitul trebuie pus în libertate este afirmată în termeni categorici de art. 113 proc. penală și raportul care constituie excepția, este de atributul suveran al Judecătorului de Instrucție, și nimeni nu-i poate forța mâna să-l semneze.

Nimeni n'ar putea forța de asemeni pe un judecător de instrucție, să subscrie o părere pe care n'o are. Dificultățile începe însă din momentul ce Camera de punere sub acuzare, admite fiecare din opozițiile făcute de Parchet.

Nu se poate tăgădui că în sistemul legiuirii noastre, Camera este o instanță superioară ale cărei măsuri în materie de liberare, hotărăsc situația individului. Printr'o ciudățenie a legislației noastre, Camera poate menține un individ arestat contra voinței Judecătorului de Instrucție, chiar dacă acesta care instruește cazul, ar arăta lămurit că nu e necesar să menție prevenția.

Pentru rezolvarea conflictului, urmează să ne întrebăm: care era situațiunea legală a infractorului în momentul când expira luna prevăzută de art 113 proc. penală? Contra voinței Judelei instructor și prin decizia Camerei de punere sub acuzare el se găsea în stare de arest și deci urma ca Tribunalul care este încă o instanță de control a

mandatului să se pronunțe asupra utilității prezenței.

Era obligat Judele instructor să-l scoată la confirmare ?

Să nu uităm că raportul este o lucrare în care se oglindește conștiința și vindicarea Magistratului anchetator și să pornim dela această idee pentru a ajunge la concluzia, că aplicând art. 113 proc. penală din termenii căruia rezultă că individul va fi pus în libertate afară numai dacă se face raport, judecătorul n'a făcut altceva decât să exercite un drept pe care i-l acordă legea. Raportul este facultativ și măsura corespunde unei credințe a Magistratului, care subscris: desigur și contra acestei ordonanțe a Judelei Instructor care constatând inutilitatea raportului dispune liberarea, se poate face opoziție, pe care din nou Camera de punere sub acuzare o poate primi. Situația legală a individului însă s'a schimbat. El este liber, Procedura penală prevede un joc al forțelor de control, care trebuie să se echilibreze în vederea aceluiaș scop final: *nici o stare de arest pe cale de interpretare*. Or, jocul acestor forțe de control, procuror, cameră, instructor, trebuie sfârșit înăuntrul unei prevăzute de art. 113 proc. penală. Incefeala Justiției sau împrejurarea că se întrunește Camera săptămânal, nu poate să vatăme celui arestat, căci toate organele de control sunt instituite pentru el iar nu în contra lui. Dacă la expirarea unei, nu este supus reconfirmare, individul este liber. Judecătorul de instrucție care nu l'a supus confirmării poate fi chemat să răspundă pe altă cale, când măsura sa ar vătăma interesele instrucției, sau să aibă mulțumirea de a vedea părerea sa consfințită de o sentință a Trib. cum s'a întâmplat în speță, aceste situațiuni însă ale magistratului sunt indiferente pentru rezolvarea pricinii.

În sistemul procedurii noastre penale, un individ în stare de arest care nu este supus reconfirmării Tribunalului, este liber prin faptul că împotriva sa nu mai există mandat de arestare.

Lată de ce credem că măsura luată de d-l Judecător Corneliu Negrea, constituie exercițiul unui drept de suverană apreciere și ne-am îngăduit să facem aceste reflecții, bine înțeles încă supuse discuțiunii față de hotărârea unei instanțe superioare mai în măsură decât noi de a da adevărata interpretare textelor de lege.

VASILESCU AL. JEAN
Doctor în drept din Paris
Avocat

Legi promulgate la 26 Iulie 1921, Monit. Of. No. 89

Lege privitoare la scutirea de sechestrul și de lichidare a unor categorii de supuși inamici :

Art. 1. Ministrul justiției va dispune să se cerceteze prin mijlocirea tuturor autorităților administrative și judecătorești averile supușilor inamici cari după tratatele de pace, legi, decrete-legi și decrete sunt supuse sechestrului și lichidării în favoarea Statului român și să ia toate măsurile necesare pentru conservarea și lichidarea acestor averi.

Art. 2. Sunt scutite de sechestrul și lichidare bunurile aparținând :

a) Femeilor române cari au pierdut naționalitatea prin căsătorie cu străinii inamici ;

b) Supușilor inamici cari în timpul războiului au luptat în armata română.

c) Supușilor inamici cari în timpul războiului mondial au avut în sau gineri sub drapel în armata română ;

d) Micilor meseriași, însă numai în ce privește atelierele și untele lor, precum și capitalul strict necesar pentru exercitarea mai departe a meseriei.

Art. 3. Cheltuielile necesare pentru plata administratorilor secheștri sau lichidatorilor, pentru lucrările de lichidare, publicațiuni, articole de cancelarie și în genere orice cheltuieli de personal și de material provocate de lichidarea averilor inamice, se va acoperi din fondul ce va rezulta din lichidarea unor asemenea averi și se vor ordonața de ministrul industriei și comerțului pe temeiul intervențiilor și actelor justificative ce i se vor înainta de Ministrul Justiției din creditele ce se vor deschide pe seama aceluiaș fond ; iar până la deschiderea acestor credite, din fondul de cheltuieli al comisiunii pentru cercetarea activității întreprinderilor puse sub sechestrul, sub control sau trecute sub administrațiunea Statului.

* * *

Lege privitoare la unificarea funcționării Corpului de avocați :

Art. 1. Orice avocat înscris la unul din barourile din țară va putea pleda în fața oricărei instanțe judecătorești din întregul regat. Tot astfel orice avocat înscris la orice barou va putea cere transferarea și înscrierea la alt barou.

Art. 2. Ori ce legi, regulamente, ordonanțe, dispozițiuni, etc. cu caracter local sau regional, moștenite dela imperiul rus și cel austro-ungar relativ la această lege, se abrogă.

Art. 3. Ministrul de justiție va da instrucțiunile cuvenite pentru executarea acestei legi în termenul de mai sus fixat.

* * *

Lege privitoare la simplificarea formalităților de îndeplinire de către chiriași la plata chiriei ;

Art. unic. Chiriașul se poate libera de obligațiunea plății chiriei, fie achitând direct proprietarului suma datorită, fie vârsând-o în termen la Casa de depuneri, la administrațiunea financiară, ori la precepție, și depunând recipisa la judecătorul de ocol al situațiunii imobilului închiriat și în cunoștiință pe creditor prin scrisoarea recomandată, a cărei chitanță o va alătura la recipisa pentru depunerea chiriei.

Pînă în această depunere chiriașul este liberat.

Plata se poate face și înainte de termen.

Orice formalități de ofertă reală prevăzute de dreptul comun, se desființează în materie de chirie, chiar dacă prin contract s'a stipulat că plata chiriei se va face la domiciliul creditorului.

Judecătorul de ocol va da ordin să se libereze banii creditorului arătat în petițiunea chiriașului, fără nici o formalitate și fără nici o întârziere, îndată ce i se va face cerere de creditor.

* * *

Lege relativă la validitatea actelor autentice semnate prin punere de deget :

Articol unic. Constatarea judecătorului făcută în procesul verbal de autentificarea unui act prezentat de părți cari nu știu carte sau nu pot să semneze cum că acestea au semnat «prin punere de deget» este suficientă pentru validitatea actului, întru cât ea presupune implicit neștiința de carte sau împiedicarea legitimă de a semna

A apărut ediția II-a **Asupra contractului de locațiune** de d-l N. Jac Constantinescu, Consilier la Curtea de Apel Galați.

Lucrarea a fost revăzută, adăugită și completată cu doctrina și jurisprudența până la zi, cu toate legile, decrete-legi și regulamente în legătură, și *Taxe de timbru pentru asistența socială*, dublând volumul.

Această operă s'a tipărit în atelierele Soc. anonime *Curierul Judiciar*, București, Mahovei 5, unde se pot face comanda. **Preț 30 lei**, plus 2 lei porto postal.

INALTA CURTE DE CASAŢIE ŞI JUSTIŢIE S. I

Audiența dela 15 Martie 1921

Președenția d-lui GH. V. BUZDUGAN, Președinte

Tănase Novac cu Dumitru Găinescu

Decizia No. 212

Contract de închiriere. — Pact comisoriu. — El operează numai în folosul proprietarului.

Pactul comisoriu, înscris într'un contract de închiriere, nu poate opera decât după cererea și în folosul proprietarului, care l'a stipulat ca o sancțiune pentru neîndeplinirea obligațiilor luate de chiriaș.

De acest pact chiriașul, care nu și-a îndeplinit obligațiunile contractuale, nu se poate prevala, căci dacă s'ar admite aceasta, contractul s'ar putea ori când rezilia prin simpla sa manifestare de voință.

Curtea,

Ascultând citirea raportului făcut în cauză de d-l Consilier Sărățeanu, pe d-l avocat G. M. Demetrescu în dezvoltarea motivelor de casare și pe d-l avocat Aznavorian în combateri;

Deliberând,

Asupra motivelor II și III de casare:

II. «Violaarea legii contractului și a principiilor în materie de pact comisoriu; omisiunea esențială și exces de putere, prin aceia că, deși am dovedit că în tot cazul contractele în discuțiune s'au desființat în baza pactului comisoriu, espres și categoric cuprins în ele și de care proprietara (D-na Găinescu, a făcut uz, tratând direct cu un oarecare Chiriaș Teodor persoană streină, care nu-și întemeia dreptul său ca derivând din dreptul meu, ci apărea ca chiriaș al Comandantului germane și a făcut uz de pactul comisoriu, luând imediat prăvăliile în stăpânire fără a mă încunostiința pe mine, și închirindu-le din nou, instanța de fond, prin exces de putere și violând contractul părților cum și efectele pactului comisoriu refuză să recunoască că contractele se găsesc desființate prin neplata la timp a chiriei; în același timp, instanța de fond săvârșește și o omisiune esențială, căci nu discută de loc actul D nei Găinescu de a fi cerut despăgubiri dela Stat pentru lipsa de folosința a imobilelor, pe perioade de timp pentru care reclamă dela mine chirie, act din care rezultă că D-sa a înțeles să facă uz de pactul comisoriu și să considere contractele desființate.

III. «Exces de putere și violare de lege, prin aceia că deși contractul era expirat la 1 Martie 1918, instanța de fond mă obligă să plătesc, cu titlu de chirie o sumă de bani suplimentară, considerând contractul prelungit peste termenul lui, deși de nicăieri aceasta prelungire nu rezultă și deși Judecata cea mai elementară arată că nu putea fi în intențiunea nimănuui o prelungire de contract pe acele vremuri.

Având în vedere deciziunea supusă recursului din care rezultă, că intimata Dumitru Găinescu a chemat în judecată pe recurentul Tănase Novac, pentru a se vedea obligat să plătească chirie pe timpul de la 1 Iunie și 1 Decembrie 1916 până la 1 Ianuarie 1919, pentru două prăvălii din Constanța str. Carol 97 fost 173 și 175, pe care le închiriasse recurentului cu două contracte în care era stipulat pactul comisoriu în caz de neplata chiriei la termenele anume arătate; că părătul mă opus înainteia instanței de fond la plata chiriei pe două motive, din care cel dintâi care formează obiectul mijlocului I de casare nu se mai susține azi de recurent; că al doilea motiv pentru care recurentul se opune la plata chiriei era că în baza pactului comisoriu înscris în cele două contracte, ele s'au desființat prin neplata chiriei la termen și prin faptul că recla-

manta a și uzat de acest pact, căci după întoarcerea sa din refugiu a primit chirie pe timpul ocupațiunei inamicie dela unul din sublocatarii săi, iar una din prăvălii a închiriat-o singurată reclamanta unei alte persoane;

Considerând că pactul comisoriu înscris în cele două contracte, nu putea opera de cât după cererea și în folosul proprietarului, care l-a stipulat, ca o sancțiune pentru cazul neîndeplinirii obligațiilor contractate de chiriaș; că de acest pact nu se poate prevala și chiriașul care nu și-a îndeplinit obligațiile, căci dacă i s'ar recunoaște acest drept, ar depinde de dânsul ca prin simpla sa voință să rezilieze contractul, neexecutându-și obligațiunile ceiace este inadmisibil; că aceasta cu atât mai puțin poate fi admis în cauză, cu cât instanța de fond constată în fapt, că chiriașul s'a folosit de imobilul închiriat prin subchiriașii săi în tot timpul ocupațiunei inamicie și chiar după aceea, până la întoarcerea proprietarei din refugiu, adică pe tot timpul pentru care se reclamă chiria, așa că nu poate invocea rezilierea spre a fi apărat de plata chiriei;

Că în ce privește cererea ce reclamanta ar fi făcut pentru despăgubiri de răsboui dela Stat, chiar dacă asemenea cerere s'a făcut, aceasta nu dispensează pe chiriaș de plata chiriei pentru folosința imobilului, așa că omisiunea instanței de fond de a se pronunța asupra acestei chestiuni nu este esențială;

Considerând în fine, că nici exces de putere n'a comis instanța de fond prin faptul că a obligat pe recurent să plătească chiria și după expirarea contractului care a avut loc la 1 Martie 1919, întrucât acea instanță a constatat că recurentul a continuat a se folosi de imobil așa că până la această dată era ținut să plătească chiria;

Că, prin urmare, motivele de casare sunt nefondate. Pentru aceste motive, Curtea respinge etc.

INALTA CURTE DE CASAŢIE ŞI JUSTIŢIE S. II

Audiența dela 15 Noembrie 1920

Președenția d-lui G. STOICESCU, Președinte

Primul Procuror al Trib. Ilfov

Decizia No. 1534

Camera de punere sub acuzățiune. — Decizuni. — Atacarea lor. — Caracterul lor în caz de neatacare. — Art. 321, 324 al. 4, 326 pr. p.

Curtea cu jurați. — Incompetința acestei instanțe. — Când trebuie invocată.

Din prescripțiunile art. 321, 324 al. 4 și 326 pr. p. rezultă că deciziunile de trimetere ale Camerei de punere sub acuzare dobândesc autoritate de lucru judecat, pentru tot ceiace e'e cuprind, deci și pentru calificarea faptului, cât timp nu au fost supuse reformării pe calea și în termenul prescris de art. 321 pr. p.

Ca atare, această calificare a faptului nu mai poate fi schimbată de Curte, decât după ce s'a procedat la judecată și s'a stabilit din desbateri natura faptului.

Curtea,

Ascultând pe d-l Procuror Al. Dem. Oprescu în concluziuni pentru admiterea recursului;

Deliberând,

Asupra motivului de casare:

I. «Exces de putere și greșită interpretare a art. 321, 324 și 326 pr. penală.

«Apărătorii acuzaților au cerut înaintea Curții cu jurați declinarea competenței pe motiv că faptele așa cum sunt redată în actul de acuzare No. 6024/920 nu constituiesc crima de tâlhărie, ci numai o tentativă de tâlhărie justițiabilă de Trib. ordinare corecțională. Am susținut înaintea Curții cu juri, că incidental ridicat de apărare este inadmisibil de oarece în conf. cu articolele mai sus citate, recursul în contra deciziei Camerei de punere sub acuzare prin care sunt acuzații trimiși în judecată, trebuia făcut în termen de 5 zile de la luarea interogatorului de către Președintele Curții cu juri, că din moment ce acest termen a trecut și recursul nu a fost făcut, deciziunea camerei de punere sub acuzare a rămas definitivă, căpătând astfel autoritatea lucrului judecat. Că numai prin exces de putere și greșită interpretare a art. 321, 324 și 326 pr. penală, Curtea a admis incidental apărării și și-a declinat competența».

II «O misiune esențială a art. 388 pr. penală.

«Am susținut deasemenea înaintea Curții cu juri, că chiar dacă am admite că în speță este vorba de o tentativă de tâlhărie, totuși, Curțile cu juri sunt investite cu plenitudinea de jurisdicțiune în materie penală, și prin urmare pot cerceta și judeca când sunt investite prin deciziunile de trimitere, toate faptele pena e, oricare ar fi calificățiunea lor, și numai printr'o omis une esențială a art. 388 pr. penală, Curtea a admis incidental și și-a declinat competența».

Având în vedere că din hotărârea supusă recursului se constată că prin deciziunea Camerei de punere sub acuzare No. 68 din 7 Februarie 1920 pe lângă Curtea de Apel din București, Ion N. Drăgan zis Sârbu și alții au fost trimiși în judecata Curții cu jurați din Jud. Ilfov, pentru faptul de tâlhărie prevăzut și pedesit de art. 317 al ultim Cod penal; că Curtea, mai înainte de a intra în cercetarea afacerii, a admis incidental de incompetență ridicat de apărare și și-a declinat competența de a judeca, pe motiv că faptul imputat acuzaților nu întrunește elementele crimei de tâlhărie prevăzută de art. 317 al. ultim, ci este vorba de o simplă tentativă de tâlhărie, care după art. 38 din Codul penal se pedesește cu închisoare corecțională, astfel că este justițiabilă de Trib. ordinare; că Procurorul delegat al Curței a cerut respingerea incidentului de incompetență ca inadmisibil, invocând că printrănsul se tinde la anularea deciziei de trimitere și acuzații nu mai sunt în termen a o cere, întrăncă prin art. 321 din proc. pen. se spune că o asemenea declarație trebuie făcută în cele cinci zile dela luarea interogatorului și că după expirarea termenului acesta, nu mai este primit a o face decât după judecată. Că Curtea cu juri a respins acest mod de a vedea al Ministerului public și a admis incidentul de incompetență pe motiv că deciziunile de trimitere al Camerei de acuzare, în lipsă de recurs, au numai autoritatea unei hotărâri indicative de jurisdicțiune, că prin ele Curțile cu juri nu sunt legate definitiv și irevocabil și în ce privește judecata, având dreptul să statueze asupra propriei lor competențe;

Considerând că din combinarea art. 321 cu art. 324 al. 4 și 326 din pr. penală, rezultă că în contra deciziei Camerei de punerea sub acuzare, există dreptul de recurs în Casație, în termen de cinci zile dela luarea interogatorului de Președintele Curței cu juri; că acest drept este limitat numai la câteva cazuri, printre care este enumerat și cel pentru necompetență, cum este în speță; că, dacă însă, cererea de nulitate s'ar face după expirarea termenului de 5 zile prevăzut prin art. 321, Curtea este ținută, în acest caz, a proceda la deschiderea desbaterilor și a judeca afacerea;

Considerând că din toate aceste prescripțiuni rezultă în mod evident intențiunea legiuitorului de a considera în principiu ca definitive deciziunile de trimitere ale Camerilor de acuzare, dacă nu au fost atacate în condițiunile cerute de lege; că, dar, ele dobândesc autori-

tatea de lucru judecat pentru tot ceea ce cuprind, deci și pentru ceea ce privește calificarea faptului; că, atâta vreme cât deciziunea nu a fost supusă reformării pe calea și în termenul prescris de art. 321, această calificare nu mai poate fi schimbată de Curte, decât după ce s'a procedat la judecată și s'a stabilit din desbateri natura faptului;

Că dar, Curtea cu juri din Ilfov a violat art. 321, 324 al. 4 și 326 din pr. pen. când pe cale de excepțiune, fără a proceda la judecarea pricinii, a stabilit că faptul imputat recurenților nu constituie crima de tâlhărie, ci delictul de tentativă de tâlhărie și și-a declinat competența; că astfel fiind, motivul I de casare este întemeiat.

Că admiterea recursului pentru acest motiv, face inutilă discuțiunea motivului II de casare.

Pentru aceste motive, Curtea casează, etc.

NOTA.—Speța dedusă înaintea Inaltei Curți de Casație este următoarea:

Un acuzat nu face Președintelui Curții cu jurați, după ce i s'a luat interogatorului, cererea de nulitate actului de punere sub acuzare în termenul fixat de lege, ci invoacă această nulitate a actului de punere de acuzare, în ceea ce privește competența instanței, înaintea Curții, și i se admite incidentul de declinare de competență.

În contra deciziei Curții cu jurați se face recurs de către Ministerul public, iar Inalta Curte de Casație admite recursul și casează.

Chestiunea ce se spune este: *dacă acuzatul este dator sub pedeapsă de nulitate a cererii sale, să o invoace într'un termen fatal, sau în orice studiu al desbaterilor procesului la Curtea cu jurați, însă înainte de a se da cuvântul în fond?*
Curtea cu jurați s'a pronunțat afirmativ, iar Inalta Curte de Casație negativ.

Noi credem, ca soluțiunea Inaltei Curți de Casație este cea mai juridică, față cu textul categoric al art. 321 (art. 296 cod. d'instr. crim. fr.), care prevede un termen fatal de 5 zile de la luarea interogatorului de către Presid. Curței cu jurați în care acuzatul este «*in drept a face vre-o cerere de nulitate*» privitoare la actul de acuzare asupra celor patru puncte prevăzute de art. 324 pr. penal (art. 299 code d'instr. crim. fr.) sub pedeapsa de a nu i se mai ține în seamă cererea după expirarea acestui termen (art. 321 ad. finem.), și că nu se mai poate invoca, de cât după desbateri procesului.

În acest termen de cinci zile, prin urmare, nu se socotește ziua luării interogatorului (Cass. fr. 27 August 1891. Bull. crim. No. 178/91), iar acest termen trebuie să fie ținut în seamă până la expirarea lui, și dacă acuzatul n'a renunțat în totul sau în parte, desbaterile procesului nu pot avea loc înainte de expirarea acestui termen, nici acuzatul nu poate invoca această nulitate înaintea Curții, după expirarea acestui termen. (Cass. fr. 27 Aug. 18 Martie 1891. Bull. crim. No. 168/91).

În același sens s'a pronunțat și doctrina (Tanovicsanu, Curs de procedură penală No. 677 și urm. p. 433; Cuculli, Procedura criminală dinaintea juraților, No. 50, pg. 29).

Prin urmare constatându-se prin procesul verbal încheiat de către Președintele Curții cu jurați, că acuzatul n'a formulat nici o cerere de nulitate în privința actului de punere sub acuzare, președintele nu mai poate, după expirarea termenului de 5 zile, să mai țină în seamă această cerere.

Acest termen este prescris de pr. pen. sub sancțiunea că acuzatul nu mai poate invoca cererea sa de nulitate înaintea Curții, ci expirat acest termen, „se va procede la deschiderea debaterilor și la judecată. Iar cererea de nulitate și mijloacele pe care este fondată nu se va supune Curții de Casație de cât după definitivarea deciziei a Curții cu jurați”—art. 326 pr. pen. (art. 301 code de instr. crim. fr.).

Mai mult încă: completul Curții cu jurați nu poate modifica actul de acuzare, ci numai jurații în urma debaterilor ce au avut loc, căci altfel și-ar pierde orice autoritate deciziunile de trimitere ale Camerilor de punere sub acuzare, și intențiunea legiuitorului a fost, cum bine motivează Înalta Curte, «de a considera în principiu ca definitive deciziunile de trimitere ale Camerilor de acuzare, dacă nu au fost atacate în condițiunile cerute de lege și ele dobândesc autoritate de lucru judecat pentru tot ceea ce cuprind»

E. C. DECUSARĂ

INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIA S. II

Audiența dela 7 Martie 1921

Președenția d-lui N. I. ZAMFIRESCU, Consilier

Eliza Ionescu cu soțul Comandor N. Ionescu

Deelzia civilă No. 42

Conexare. — Condițiunile cerute pentru a putea fi cercetată temeinicia acestei excepțiuni.—Art. 110 pr. c.

Dovezi făcute înaintea primei instanțe. — Complectarea lor din oficiu în apel. — Inadmisibilitate. — Aplicațiune în materie de divorț, Art. 332 pr. c. și 232 c. c.

1. Instanța de fond înaintea căreia se ridică excepțiunea de conexitate, nu se poate pronunța asupra temeiniciei unei atare cereri, mai înainte ca ambele afaceri să fi fost puse în stare de judecată înaintea sa, prin citarea regulată și pentru același termen a părților în ambele apeluri, ce urmează a fi întrunite.

2. Judecătorii fondului nu pot ordona din oficiu complectarea dovezilor administrate de părți în cauză, fără ca dânsese să fi cerut acest lucru. Aceasta mai ales în materia specială a divorțului, unde probele trebuiesc să fie administrate conform unor rândueli speciale, statornicite de lege.

Admis recursul făcut de Elena Ionescu, prin d-l av.

Gh. M. Dumitrescu, în contra deciziunii de divorț No. 19 din 8 Iulie 1920, a Curții de Apel Galați s. II, în proces cu soțul său Comandor N. Ionescu, prin d-l av. I. Gr. Periețeanu;

Deliberând,

Asupra motivului I de casare:

«Violarea art. 110 din pr. civilă și a regulilor de drept în materie de conexitate, prin aceea că instanța de fond, deși a constatat că în contra sentinței de divorț No. 16/920 a Tribunalului Covurliu secția I erau formate două apeluri: a) cel al soțului Comandor Ionescu repartizat la secția II a Curții de Apel și a cel al soției Eliza Ionescu, repartizat la secțiunea I a Curții, a refuzat totuși conexarea judecăței ambelor apeluri sub cuvânt că conexarea ar fi fost inutilă, pentru că apelul soției ar fi inadmisibil și șicanitor, conștient astfel în doind exces de putere: a) pentru că decizia asupra meritului apelului d-nei Ionescu pendente, nu înaintea sa, ci înaintea secției I a Curții și b) pentru că a făcut aceasta fără citarea părților, alică într'un moment când nimeni nu putea lua cuvântul și discuta cestiunea».

Având în vedere că intimatul Comandor Nicolae Ionescu, intențând acțiune de divorț în contra soției sale Eliza Ionescu, pentru injurii și insulte grave, tribunalul Covurliu i-a respins acțiunea ca nefondată prin sentința No. 16/920; că în contra acestei sentințe s'a făcut apel de ambele părți la Curtea de Apel din Galați, al soțului repartizat la secțiunea II, iar al soției la secțiunea I-a;

Că în ședința dela 7 Mai 1920, soția intimată Eliza Ionescu, a cerut secțiunei a II-a unde se găsea pendinte apelul soțului să se amâne acel apel, spre a se aduce dela secțiunea I și apelul său în vederea conexării și a unei administrări a justiției;

Că Curtea respingând cererea de amânare motivează că ea ar fi inutilă și făcută numai în scop de temporizare a procesului de oarece soția obținând câștig de cauză la prima instanță, nu ar avea interes să se judece în apelul său; că, în fine, această cerere ar fi în contradicție cu natura urgentă a afacerii;

Văzând art. 110 pr. civilă;

Considerând că prin ultimul alineat al textului de mai sus legiuitorul consacră principiul, — că ori de câte ori se găsește pendinte înaintea unei instanțe sau a două instanțe de același grad două sau mai multe afaceri de aceeași natură, între aceleași părți și cu același obiect și cauză, — ele pot fi întrunite după cererea părților interesate spre a se da o singură soluțiune și a se evita contrarietate de hotărâri;

Considerând însă că pentru a se putea pronunța asupra oportunității și utilității conexării afacerilor, instanța dinaintea căreia se ridică o asemenea excepțiune, este datorare mai întâi să ia măsuri ca ambele afaceri să fie puse în stare judecată în fața sa, prin citarea regulată a părților în ambele pîrcini ce urmează a fi întrunite și pentru același termen;

Că până la îndeplinirea acestei formalități procedurale, esențială ori cărei chemări în justiție, instanța sesizată cu o cerere de conexare, nu se poate pronunța cu anticipațiune asupra seriozității sau temeiniciei unei atari cereri, conform principiului pus în art. 71 din procedura civilă că ori ce chemat în judecată, trebuie a fi regulat citat;

Că, în speță, Curtea de apel, pronunțându-se asupra temeiniciei apelului intimat, — mai înainte ca dosarul să fie adus la aceeași secțiune și procedura să fie îndeplinită, — a violat art. 110 din procedura civilă și a căleat o formalitate esențială cu privire la chemările în justiție, și de aceea primul motiv devine fondat;

Asupra motivului II de casare :

Exces de putere și nemotivare. Prin jurnalul său din 8 Mai 1920, Curtea deși Comandorul Ionescu a susținut a-și fi dovedit complet acțiunea sa și nu a cerut nici o prelungire a dovezii, în loc să constate dacă acțiunea a fost dovedită ori nu, a găsit că martorii reclamantului: Botez și Pangrati nu făcuseră aratări precise și complete și a chemat din oficiu acești martori ca să fie ascultați din nou. Curtea însă nu motivează pentru arătările acestor martori nu sunt precise și complete. În afară de aceasta, singurul martor ascultat, Pangrati, face o depoziție absolut contrarie depoziției sale anterioare. Această singură denaturare a, faptelor a îndrituit Curtea să admită apelul reclamantului fără să fie seamă de celelalte dovezi administrate la prima instanță pe care se sprijină sentința tribunalului, înfirmată în apel.

Având în vedere, că după debaterile contradictorii, urmate în ședința dela 7 Mai 1920, Curtea de fond, întemeindu-se pe dispozițiile art. 332 din proc. civilă, a dispus din oficiu prin încheierea No. 500/920, să fie audiați înaintea sa martorii: Eugen Botez, și Corneliu Pangrati, ale căror depozițiuni luate la tribunal, le-a găsit incomplete și neprecise;

Că după ascultarea martorului Pangrati, singurul care s'a prezentat, Curtea a admis apelul și acțiunea soțului și a declarat desfăcută căsătoria în favoarea sa ;

Considerând că deși articolul 332 pr. civilă, stabilește în principiu că se pot face din nou în apel toate procedurile urmate la prima instanță, dacă judecătorii le găsec greșite sau neândestulătoare, totuși aceste dispozițiuni nu-și au aplicațiune de cât în ipoteza în care, partea ce a administrat asemenea dovezi și căreia îi incumbă sarcina probei aflându-le neprecise sau insuficiente, va fi cerut judecătorilor în apel, refacerea lor în parte sau în total ;

Că aceasta este ideea ce a călăuzit pe legiuitor la redactarea textului, rezultă și din aliniatul următor, în care precizează, că «Curtea va putea încuviința ori ce alte măsuri și probe», de unde urmează că ele trebuie a fi cerute de parte, iar nu administrate din oficiu ;

Considerând, că această regulă trebuie a-și avea ou atât mai mult o strictă aplicațiune, în materia specială a divorțului, în care legiuitorul a inserat rândueli speciale de procedură cu privire la administrarea dovezilor, în scop de a proteja menținerea căsătoriei, iar nu de a înlesni disolvarea ei ;

Că, în adevăr, prin art. 232 și următorii din codul civil, se prescrie în mod categoric, că Președintele Tribunalului va dispune în această materie citarea numai a acelor martori pe care părțile i-au propus; că el este obligat de a vesti pe acestea că dacă mai au și alți martori, trebuie să-i propună până la ziua fixată pentru audiență, sub sancțiune de a nu mai fi primiți în urmă; că propunerea și audierea martorilor se face numai la stăruința părților, fără nici o intervențiune din partea judecătorilor ;

Că, a admite soluțiunea contrară, ar fi să se substituie voința judecătorului voinței părței, dând posibilitatea celui dintâi de a furniza dovezi pe care partea nu le-a cerut și violând principiul neintervenirei judecătorului, consacrat de procedură ;

Că, întrucât în speță se constată că intimatul Comandor N. Ionescu, nu a cerut în susținerea acțiunii sale refacerea dovezii cu martori administrată la tribunal ci a stăruit numai în cererea de despărțire, pe baza dispozițiilor dela prima instanță, Curtea de fond era datoare să pronunțe deciziunea sa, așa cum i se prezentase dovezile de partea reclamantă, iar nu să ordone din oficiu complectarea lor, printr'o nouă chemare a martorilor ;

Că procedând astfel, instanța de apel a violat dispoz. art. 332 din pr. civ. și normele în materie de probațiune și deaceea și al doilea motiv fiind întemeiat, recursul cată a fi admis și deciziunea adusă în recurs a fi casată fără a mai examina al treilea motiv.

Pentru aceste motive Curtea casează, etc.

NOTĂ.—I. Prin deciziunea sa cu No. 2 din 1 Martie 1917, Inalta Curte de Casație S. I, consacrase importantul principiu că „*acțiunile și căile de atac în contra hotărârilor fiind deschise părților în limita drepturilor lor, ori de câte ori demersul unei părți nu corespunde unui drept, acest demers fiind inutil nu poate produce nici un efect.*”

Acestui principiu de o netăgăduită temeinicie și susceptibil de diverse și salutare aplicațiuni, avea, în mod general, menirea de a pune stavilă abuzului de drept manifestat de justițiabili prin însăși canalul justiției; iar aplicațiunea lui în materie de conexitate își căpăta îndoita justificare pe care i-o da pe deoparte caracterul facultativ al măsurii edictată de legiuitor prin art. 110 pr. civ, pe de alta o laudabilă tendință de a se paraliza pe cât posibil încercările unor anumiți împričinați de a transforma în mijloc de șicană regulele de procedură statornicite prin susmenționatul text de lege.

Ca urmare, suprema instanță a recunoscut instanțelor de fond, în speță o curte de apel, dreptul necondiționat de a respinge o cerere de conexare făcută de o parte, care, de și obținuse câștig de cauză, atacase totuși un apel, în mod inutil, hotărârea primei instanțe¹⁾.

Principiul stabilit de Inalta Curte de Casație la 1917 a fost ulterior aplicat de instanțele noastre de fond în mai multe spețe. S'a judecat de pildă :

a) Că nu este locul a se respinge ca prematură o acțiune de divorț intentată de un soț, atunci când o primă acțiune a fost declarată stinsă prin reconciliere, după cererea soției, pentru considerațiunea că acesta ar avea încă deschisă calea recursului în contra deciziunii curții de apel care i-a admis cererea, de oarece singura parte care are interes de a uza de acea cale de atac e soțul iar nu soția, și acesta declarase că renunță la dreptul său de recurs²⁾.

b) Că cererea făcută de soția, care a obținut la prima instanță respingerea acțiunii de divorț intentată de soț contra sa, de a se conecta cu apelul său apelul introdus de soț în contra aceleiași sentințe, cată să fie respinsă ca inutilă, întrucât căile de atac sunt deschise părților numai în limita drepturilor lor, iar cel ce a ob-

1) P. Popescu Jurisprudența Inaltei Curți de Casație pe anii 1917—1918. No. 9, p. 21.

2) Jurnalul Trib. Ilfov S. III No. 5935 din 18 Iunie 1918; conf. Curtea de Apel din Fuc. S. II Dec. civ. No. 20 din 5 Dec. 1918.

ținut câștig de cauză nu se poate zice că are un asemenea drept. 3).

Cu toate acestea secțiunea a II-a a Inaltei noastre Curți de Casație, prin deciziunea pe care o publicăm, a casat deciziunea de divorț cu No. 19/920 a Curței de Apel din Galați S. II, deciziune dată în urma refuzului acelei instanțe de a conexa cu apelul soțului apelul făcut de soție în contra sentinței prin care trib. Covurului respinsese, după cererea sa, acțiunea de divorț pornită de soț. S'ar părea că înalta instanță prin deciziunea ei nu tăgăduiește principiul anterior consacrat, ci, din potrivă, că-i recunoaște implicit temeinicia. Înalta curte, ce e drept, spune numai că pentru ca o instanță de fond să se poată pronunța asupra utilității unei conexări, e datoare mai întâi să ia măsuri ca ambele afaceri să fie puse în stare de judecată în față sa, prin citarea regulată a părților în ambele pricini; că până la îndeplinirea acestei formalități procedurale, esențială oricărei chemări în justiție, instanța sesizată cu o cerere de conexare nu se poate pronunța cu anticipație asupra seriozității sau temeiniciei unei atare cereri, conform principiului pus în art. 71 din pr. civilă, că orice chemat în judecată trebuie a fi regulat citat. Hotărând astfel însă nu a făcut altceva de cât să contradică principiul anterior proclamat, într'o speță aproape identică, ridicându-i în acelaș timp toată utilitatea aplicărei; căci ce însemnează să tăgăduiești unei curți de apel dreptul de a se pronunța asupra oportunității unei cereri de conexare până ce mai întâi părțile nu vor fi citate în ambele apaturi, de cât să recunoști indirect imprincipiatului ce ridică excepțiunea exercițiului unui drept producător de efect, dându-i în același timp posibilitatea să-și atingă scopul urmărit: amânarea? Ori cum ar fi însă, la modul de a vedea al Inaltei instanțe s'ar putea obiecta următoarele:

Citațiunea fiind actul judecătoresc prin care se chiamă înaintea justiției părătul sau părțile ce trebuiesc să figureze într'un proces, act care se bazează pe principiul că *nimeni nu poate fi judecat fără să fi fost chemat spre a-și putea face apărările sale*, nu mai începe nicio îndoială că nici o călcare nu se poate zice că se aduce acestui principiu, atunci când două părți regulat citate într'un apel, găsindu-se față în față înaintea judecății, și una din ele ridicând excepțiunea de conexitate întemeiată pe un apel fără drept introdus, instanța se pronunță asupra oportunității sau inoportunității acelei cereri fără a dispune amânarea pricinii spre a cita părțile și în apelul neproducător de efect.

Îată de ce credem că soluțiunea pe care Înalta

Curte a dat-o la 1 Martie 1917 e mult mai preferabilă din toate punctele de vedere, și că marcase un important stadiu jurisprudențial, asupra căruia ar fi fost bine să nu se revie.

II. Cea de a doua chestiune rezolvată de Suprema instanță prin deciziunea pe care o adnotăm nu e mai puțin importantă. Se contestă instanțelor de fond în general și principial dreptul de a putea ordona din oficiu *complectarea* dovezilor administrate în cauză, și se aduce în sprijinul acestei soluțiuni, argumente trase din textul art. 332 pr. civilă. Înalta Curte invoacă în susținerea teoriei sale ultimul alineat al art. 332 pr. civ. care, dând dreptul curței de a *incuviința* orice alte măsuri sau probe ce ar putea lumina pe judecători, lasă să se înțeleagă că e vorba de măsuri sau probe în prealabil cerute de imprincipiați, și pe cari instanța le poate doar incuviința. Nu putem împărtăși acest mod de a vedea și iată pentru ce:

În primul rând ultimul alineat al art. 332 tratează o altă ordine de idei, ceea ce rezultă cu precizie din cuvintele: „Curtea va putea de asemenea”; deci nu poate avea repercusiune asupra primului alineat care stabilește principiul că toate procedurile *doveditoare* făcute la prima instanță se vor putea face din nou în apel, dacă judecătorii le găsește greșite sau neîndeplătore.

Spre a putea și care este înțelesul și întinderea acestui prim alineat e absolută nevoie să-l apropiem de dispozițiunile art. 333 pr. civ. după care «toate cele l'alte rândueli prescise pentru tribunalele de prima instanță se va aplica și la curți», rândueli pe cari cercetându-le găsim că îngăduiesc judecătorilor să *ordone din oficiu, în marginea rânduelilor legi pentru dovezi, toate măsurile cari pot să-l lumineze (art. 95 al 5 pr. civ.)*. Așa dar e lămurit: curtea de apel poate și ea ordona din oficiu, în marginile rânduelilor legii pentru dovezi, toate măsurile cari pot s'o lumineze; ceea ce însemnează că refacerea procedurilor doveditoare în apel, despre cari vorbește primul alineat al art. 332 pr. civ. se poate înfăptui și din oficiu. Ca urmare, o probă cu martori administrată la prima instanță după cererea unei părți, poate fi refăcută în apel și aceasta se poate realiza și din oficiu, dacă curtea crede nemerit pentru lămurirea ei. La argumentul de text, care după noi exclude orice idee de controversă, vine însă să se adauge și argumentul de sursă și autoritate tras din expunerea de motive care a însoțit modificarea codului nostru de procedură, expunere de motive din care se desprinde spiritul legii, ideea dominantă și înaintată de a se scoate justiția din inerția și pasivitatea pe care i-o impunea vechea încătușare procedurală, și de a i se da un rol mai activ și mai folositor în rezolvarea conflictelor dintre oameni, cari de

3) Jurnalul cu No. 489 din 7 Mai 1920 al Curții de Apel din Galați S. II-a.

cele mai multe ori luptă cu arme inegale. Justiția de îndată ce s'a făcut apel la ea trebuie să triumfe întotdeauna prin ea însăși, independent de concursul pe care-l poate da sau nu impricinatul pentru atingerea menirei sale. Iată un principiu de progres, ce reiese cu claritate din expunerea de motive a ministrului: «Actualul art. 95 prin lăconismul său pare a consacra vechiul sistem judiciar, după care, lupta pentru drept este un adevărat duel între două părți combatante, ce se găsesc față în față înaintea judecătorilor, cari n'au altă misiune decât aceea a martorilor, pentru a supraveghea la alegerea armelor și îndeplinirea condițiilor de luptă, fără nici un drept de inițiativă și mijlocire în cercetarea pricinii. Acest sistem nu mai poate fi admis pentru că el lipsește cu totul de apărare pe aceia cari n'au mijloace de a se reprezenta sau asista în judecată de avocați abili și expermențați. Iată de ce, în mărșinirea prescripțiilor legii în privința admisibilității și producerii probelor, admitându-se sistemul probelor legale, s'a lăsat și intimei convincții a judecătorilor dreptul de a avea înrăurirea sa în distribuirea justiției. Apărarea se poate prin urmare face în marginile probelor egale din oficiu».

Mai poate exista dar vre-o urmă de îndoială în ce privește dreptul instanțelor de fond, de toate gradele, de a ordona din oficiu completarea unei dovezii testimoniale? Fără îndoială că nu, și nu ne îndoiim că suprema noastră instanță, revenind asupra principiului vădit contrar legii, pe care în mod efemer l'a stabilit prin deciziunea sa, va sfârși prin a recunoaște că, actualul nostru cod de procedură departe de a consacra *principiul neintervenției judecătorului* a proclamat dimpotrivă principiul salutar și contrariu al intervenției lui.

Rămâne încă de discutat dacă regula procedurală creiată de Curtea supremă își poate găsi măcar aplicare și justificare în materia specială a divorțului, — astfel cum socotește cea înaltă instanță.

E drept că prin art. 232 și urm. cod civil administrarea dovezilor în materie de divorț e supusă la anumite reguli. Nu găsim însă în cadrul acestor reguli nici o dispoziție care să interzică în mod formal judecătorului dreptul său de intervenție, proclamat posterior de procedura civilă. Și chiar dacă o asemenea regulă procedurală înstituită de legiuirea civilă ar exista, ea se izbește și cade în fața prevederilor categorice ale art. 740 pr. civilă, după care *toate legile* (deci și legiuirea civilă), decretale și regulamentele contrarii legii de față, *afară de dispozițiunile de procedură cuprinse în codul comercial sunt desființate*. Nici un dubiu: regulile de procedură din legiuirea civilă asupra divorțului, întrucât s'ar constata că sunt contrarii regulilor de procedură cuprinse în cadrul special ce formează această materie,

trebuiesc socotite ca desființate, deci și principiul neintervenției judecătorului, care dealtfel am arătat că nu-l găsim consacrat în codul civil sub titlul al. VI despre despărțenie. Să mai adăugăm că, independent de toate aceste considerații vechiul bagaj juridic pe care ni-l înfățișează, în materia divorțului, codificarea napoleoniană nu mai corespunde cătuși dă puțin moravurilor și mentalității actuale, și că deci nu mai merită tot meajamentul și creditul ce i s'a acordat până acum?

Iată de ce ni se pare că deciziunea de divorț cu No. 19/920, a Curței de Apel din Galați s. II a suferit o nejustificată casare.

IPER

CURTEA DE APEL DIN CONSTANȚA

Audiența dela 9 Aprilie 1921

Președenția d-lui AL. ANASTASIU, Consilier
Dem. D. Gheorghiu și Deca Em. Vasiliu cu Florica Cornea
Decizia civilă No. 85

Ordonanțe prezidențiale. — Privilegiul separației de patrimoniu. — Inscricție. — Apel. — Instanța competentă a judeca acest apel. — Art. 66 bis al. 1 și 6 pr. civilă

Ordonanțele date de prezidentul Tribunalului pentru inscripția unui privilegiu sunt susceptibile de a fi atacate cu apel la compectul Tribunalului din care face parte prezidentul, potrivit art. 66 bis din codul de procedură civilă.

Prin urmare, este rău îndreptat la Curtea de apel, apelul făcut contra unei asemenea ordonanțe prezidențiale.

Curtea,

Având în vedere apelul făcut de D. D. Gheorghiu și Deca Em. Vasiliu, cu autorizația soțului său Em. Vasiliu, în contra ordonanței No. 8695/920 a președintelui Tribunalului Constanța, prin care admitându-se cererea făcută de Florica Cornea, prin petiția înregistrată la No. 22165/920, s'a ordonat inscripțiunea privilegiului numitei pentru suma de două sute mii lei, asupra imobilului din Constanța, strada Remus Opreanu No. 15, cunoscut sub numele de Palatul Sturza și în care se află actualmente Hotelul Imperial, proprietatea defunctului Dumitru Gheorghiu;

Având în vedere ca după art. 66 bis din codul de procedură civilă, când legea dă în căderea Președintelui Tribunalului sau al Curței încuviințarea unui act, Președintele se pronunță printr'o încheiere în scris, motivată datată și iscălită de dânsul și de greșier;

Că, după aliniatul al cincilea de sub același articol, aceste încuviințări prezidențiale se dau cu drept de apel la tribunalul sau Curtea din care face parte prezidentul în termen de cinci zile dela data comunicării ordonanței;

Considerând că dacă sub imperiul vechiului cod de procedură, ordonanțele prezidențiale se puteau ataca cu apel înaintea Curței de apel, conform dreptului comun, prin modificarea adusă prin art. 66 bis din codul de procedură civilă din 1900 s'a organizat o procedură mai sumară și expeditivă, dându-se în atribuția compectului tribunalului din care face parte prezidentul ce a dat ordonanța, rezolvirea apelurilor făcute în această privință. (Cas. s. u. No. 1 din 1908, *Buletin* pag. 628);

Că, dar, potrivit acestei dispozițiuni, apelul ce se face

contra unei ordonanțe dată de președintele tribunalului, prin care s'a ordonat înscrierea unui privilegiu, trebuie să fie îndreptat la tribunalul din care prezidentul face parte, iar nu la Curtea de apel (Vezi *D. Alexandrescu*, Vol. VIII, p. 523 și vol. X, p. 625);

Considerând că așa fiind, apelul făcut în speță de d. D. Gheorghiu și Deca Em. Vasiliu cu autorizația soțului său Em. Vasiliu, în contra ordonanței No. 8695/920 a președintelui tribunalului Constanța, prin care admitându-se cererea făcută de Florica Cornea prin petiția înregistrată la No. 22165/920 s'a ordonat înscripțiunea privilegiului numitei pentru suma de două sute mii lei asupra imobilului din Constanța strada Remus Opreanu No. 15, cunoscut sub numele de Palatul Sturza și în care se află actualmente Hotelul Imperial proprietatea defunctului Dimitrie Gheorghiu, este rău îndreptat la această Curte și urmează a fi respins ca atare.

Pentru aceste motive, redactate de d-l Consilier *Remus C. Benișache*, Curtea, în majoritate, respinge ca rău îndreptat apelul făcut de d-l D. D. Gheorghiu și Deca Em. Vasiliu etc.

(s) *Gh. L. Dimitriu, Al. Teodorescu, Remus C. Benișache*
Grefier (s) *Eugen D. Zăgănescu.*

O p i n i e

Subsemnatul difer de părerea majorității și sunt de părere a se admite apelul făcut de D. D. Gheorghiu și Deca Em. Vasiliu, a se reforma ordonanța No. 8695/920 a președintelui Trib. Constanța și a se respinge cererea făcută de Florica Cornea pentru luarea (inscripțiunii privilegiului separațiunii de patrimoniu) unei înscripțiuni pentru suma de 200.000 lei asupra imobilului din Constanța str. Remus Opreanu No. 15 (Palatul Sturza);

Având în vedere că majoritatea Curței respinge ca rău îndreptat acest apel, susținând că conform art. 66 bis alin. V apelul urma să fie adresat complectului Tribunalului;

Având în vedere că art. 66 bis din pr. civ. se referă la măsurile urgente pe care prezidentul tribunalului, în numele tribunalului, și când el este competent, le poate lua pentru păstrarea sau garantarea unui drept; Că aceste măsuri au caracter vremelnic și numai în contra acestei încuviințări sau măsuri cu caracter vremelnic, luate de președinte, urmează să se facă apel la complectul trib. conform al. V din art. 65 bis;

Având în vedere că luarea unei înscripțiuni ipotecare este supusă regulilor prescrite de art. 1781 și urm. din c. c., că înscripțiunea ipotecară este un act important, valabil față de toată lumea prin publicitate și cu caracter de statornicie până la radierea lui care se face cu anumite forme;

Că deci Curtea e bine sesizată prin apelul de față, el neputând fi îndreptat la complectul Tribunalului;

In fond;

Având în vedere ca apelanții în susținerea apelului invoacă două motive; I. Că intimată n'are creanță lichidă contra moștenitorilor def. D. D. Gheorghiu și II. Că intimata Florica Cornea n'a făcut acțiunea de separare a patrimoniului succesiunii, de patrimoniul moștenitorilor, pentru garantarea drepturilor lor, legea le acordă favoarea de a cere separarea patrimoniului moștenitorilor acestei succesiuni și d'a aduce la cunoștință și conserva acest privilegiu în ce privește pe terțiu prin luarea unei înscripțiuni asupra imobilelor succesiunii;

Că deci luarea înscripțiunii este consecința separației de patrimoniu;

Considerând că se permite de a se lua înscripțiunea privilegiului chiar înaintea formulării acestei acțiuni

pentru a nu se periclita interesele creditorilor față de moștenitori de rea credință, aceasta însă nu înseamnă că odată luată înscripțiunea, acțiunea de separațiune nu mai trebuie pornită (Fuzier Herman 878, 781 c. civ. No. 53 și urm.);

Având în vedere că în speță intimații a făcut cerere înaintea președintelui Trib. Constanța la 1920, pentru înscripția acestui privilegiu;

Că presupusul debitor D. D. Gheorghiu este încetat din viață la 10 Octombrie 1914; Că reclamanta intimată Florica Cornea a pornit acțiunea în daune în contra moștenitorilor lui D. D. Gheorghiu la 28 Iunie 1916; că atât dela 1916, de când a pornit acțiunea în daune și chiar dela Iunie 1920 de când a făcut cerere de înscripțiune a avut timp suficient să formuleze și să întenteze și acțiunea în separație de patrimoniu pe care legea pretinde să fie pornită în cele șase luni dela moartea debitorului, ceea ce nu se dovedește că a făcut, nici în acest termen, nici până astăzi;

Că, mai mult, reclamanta intimată Florica Cornea a mai obținut la Tribunalul Iași o înscripțiune la 20 Aprilie 1920 asupra imobilului din str. Dancu No. 8 din orașul Iași, averea a succesiunii D. D. Gheorghiu tot pentru suma da 200.000 lei; că, deci, prin respingerea acestei cereri dânsa nu este prejudiciată sau cu totul lipsită de garanție, și în tot cazul sie-și are să-și impute neglijența, care are consecința respingerii cererii; Că fără a mai discuta celălalt motiv, apelul este înmeiat și urmează a fi admis.

(s) *Al. Anastasiu*

O p i n i u n e

Având în vedere că în urma cerere Florică Cornea, Președintele Tribunalului Constanța prin ordonanța No. 8695/920 dispunând luarea privilegiului prevăzut de art. 1743 c. c., asupra imobilului din Constanța denumit Palatul Sturza, în contra acestei ordonanțe moștenitorii defunctului D. D. Gheorghiu proprietarii imobilului au făcut apelul de față;

Având în vedere că în prealabil este a se ști dacă în contra unei asemenea dispozițiuni, partea cu interes are drept de apel pentru a ajunge la infirmarea ei, sau trebuie să facă acțiune principală de anulare conform regulilor ordinare;

Considerând că ordonanța președintelui prin care se ia o înscripțiune ipotecară sau de privilegiu, este executorie prin ea însăși prin faptul că se înscrie de îndată în registrul respectiv;

Că legea necerând a se comunica părții contra căreia e luată, această dispozițiune, ea este definitivă, deci nesusceptibilă de nici o cale de retractare sau reformare, ci prin urmare nu e supusă nici apelului la Curte;

Că ea nu este apelabilă nici la complectul Trib. din care face parte președintele care a încuviințat-o pentru că art. 66 bis pr. c. când acordă dreptul de apel contra unei ordonanțe prezidențiale, se raportează la alte dispozițiuni cu caracter vremelnic care se comunică tocmai pentru ca partea să uzeze de dreptul de apel, iar nu la ordonanțele definitive, cum ar fi acelea pentru luarea înscripțiuni de conservarea unei ipoteci sau unui privilegiu, cum e în speță și care e transcrisă în registrul de sarcini;

Considerând ca nefiind vorba numai de reformarea unei dispozițiuni prezidențiale, ci chiar de anularea unei înscripțiuni operată în registrul respectiv al tribunalului, cererea din apelul de față face obiectul unei acțiuni principale care se judecă conform regulilor ordinare prevăzute de procedura civilă;

Că dar apelul de față este inadmisibil urmând a se respinge ca atare.

Pentru aceste motive sunt de părere a se respinge acest apel, rămânând ca apelanta să introducă acțiune pe cale principală pentru anularea inscripțiunii privilegiului luat asupra «Palatului Starza» din acest oraș.

(ss) C. Nacian

NOTA.— Cestiunea de drept era de a ști: 1) dacă ordonanța prezidențială prin care se ordonă înscrierea unui privilegiu sau ipotecă este definitivă și nesusceptibilă de nici o cale de atac rămânând părții interesate de a o ataca pe calea principală a unei acțiuni în anulațiune sau reducțiune și 2) dacă apelul este admisibil contra acestor ordonanțe și unde trebuie introdus, la tribunal sau la Curte?

În opiniunea semnată de d-l consilier Nacian se susține că aceste ordonanțe prezidențiale nu au caracterul vremelnic ci definitiv. Că, prin urmare, o acțiune principală este singura admisibilă pentru reformarea lor. Nu împărtășesc acest mod de a vedea pentru mai multe considerațiuni:

a) Să presupunem că președintele refuză luarea inscripțiunii. Femea va fi obligată, în acest sistem, pentru conservarea ipotecii sale legale să facă o acțiune principală, care va dura mai mulți ani, în care timp soțul va înstrăina toată averea imobiliară. Acest rezultat fiind inacceptabil, punctul de plecare este greșit. Am luat acest caz de respingere a cererei, căci nicăeri legiuitorul nu face distincție între ordonanța de admitere și de respingere. În ambele cazuri trebuie să existe aceleași cai de atac.

b) Procedura se împarte în grațioasă și contencioasă. Cea dintâi are un caracter vremelnic, cea de-a doua are un caracter definitiv. A zice că ordonanța președintelui este definitivă, este a uita că ne găsim în procedura grațioasă care nu poate avea acest caracter. Cum s'ar putea susține caracterul ei definitiv când partea interesată nu a fost nici măcar citată? A susține că acest caracter rezultă din faptul că legiuitorul nu vorbește de comunicarea acestor ordonanțe, este a uita că legiuitorul codului civil nu putea să arate normele procedurale pentru stabilirea momentului de când începe să curgă termenul de apel. E codul de procedură care în art. 66 bis vorbește despre aceasta.

c) Art. 1761 din codul civil arată că soțul asupra bunurilor căruia s'a luat o inscripțiune: «poate contesta valoarea dotei alienabile... în cazul acesta tribunalul va decide într'un mod sumar...». Acest text, reproduș după art. 72 din codul belgian, ne arată că partea interesată are o cale de atac contra ordonanței prezidențiale (Vezi *Laurent*, XXX, no. 397) Expresiunea: „tribunalul va decide într'un mod sumar”, ne

arată că ne găsim într'o cale de atac contra ordonanței prezidențiale, iară nici de cum într'o acțiune de drept comun.

Am ajuns la concluziunea că ordonanța prezidențială dată pentru înscrierea unui privilegiu sau ipotecă este susceptibilă de a fi atacată cu apel. Cestiunea este de a ști: înaintea cărei instanțe va fi dedus apelul? Înaintea Curței sau înaintea tribunalului cărui aparține președintele care a dat ordonanța?

D-l consilier Anastasiu susține că „inscripțiunea ipotecară este un act important, valabil față de toată lumea și cu caracter de statornicie până la radierea lui”. Că, deci, numai Curtea poate fi sesizată cu un asemenea apel.

Că inscripțiunea ipotecară este un act important, nimenea nu contestă, dară nu cred că importanța cererei va determina competența Curței sau a tribunalului, căci se știe că și competența tribunalului este limitată.

Că inscripțiunea produce efecte *erga omnes*, iarăși nimenea nu contestă, căci or-ce ordonanță prezidențială produce acest efect, ele fiind executorii prin ele înșile.

În fine, dacă aceste ordonanțe au un caracter de statornicie—adică un caracter definitiv, constituind lucru judecat, iară nu un caracter vremelnic, cum se poate susține că apelul la Curte este admisibil? Ar fi fost logic să se respingă acest apel și să permită numai o acțiune principală în anulațiune sau reducțiune. Dară aceste ordonanțe nu pot avea autoritate de lucru judecat, căci președintele nu a judecat nimic față de partea interesată care, de altfel, nici n'a fost citată.

Consecințele acestui sistem sunt încă inacceptabile și din alt punct de vedere. La prima instanță ordonanța s'a dat în camera de consiliu, fără citirea părților, caracterul ei grațios este indiscutabil. A susține că Curtea de apel, în sedință publică, să judece afacerea, este a-i atribui un caracter contencios, cea ce nu se poate. Aceiași cerere nu poate fi grațioasă la prima instanță și contencioasă la a doua instanță. Art. 66 bis din Codul de procedură a arătat căile de atac contra ordonanțelor prezidențiale. Acest text constituie dreptul comun în materie de ordonanțe, și ar trebui un text formal care într'un caz determinat, să arate că legiuitorul a voit să se îndepărteze de la regula comună.

Iată pentru ce considerațiuni nu împărtășesc în totuși hotărârea Curței, dată în majoritate (În același sens lucrarea distinsului meu coleg dela Universitatea din Iași: *D. Alexandresco*, VIII, pag. 523 și X, pag. 625.

DEMETRU NEGULESCU

Profesor de procedura civilă la Universitatea din București

REZUMATELE JURISPRUDENTEI

CURȚILOR DE APEL ȘI ÎN ALTEI CURȚI DE CASAȚIE

CURTEA DE APEL BUCUREȘTI

SECȚIA I

Apelanți: Loc. Victor V. Ionescu prin d. avocat Gh. Elefteriu; Elena Jules Regnault prin soțul său în persoană.
Înt. mată: Veturia V. Ionescu prin d. avocați Cesar Parthenie, Andrei Ionescu și V. Mora.

Văduvă săracă.—**Dreptul la alimente și habitatiune.**—**Art. 1279 c. c. — Neînstrată.**—**Dacă se poate cumula cu dreptul văduvei sărace.**—**Art. 648 c. c.—Soluție afirmativă.**—**Cererea acestor drepturi după expirarea anului de doliu.**—**Admitere.**—**Dreptul de creanță.**—**Prescripție după dreptul comun.**—**Art. 684 și 1279 c. civ. rom. (1570 al. 2 c. civ. fr.).**

a) Dreptul din art. 684 c. civil. și din art. 1279 c. civ. fiind de naturi diferite, ele se pot cumula, afară numai dacă ar exista vre-un principiu sau vre-un text de lege, care să împiedice cumulum; ori asemenea dispozițiuni prohibitive nu există în legea noastră, și prin urmare, în lipsa lor, femea care și-a exercitat acțiunea bazată pe art. 684 c. civ. (văduvă săracă), poate pretinde și dreptul de alimente și habitatiune pentru anul de doliu, ce-i acordă art. 1279 c. civ.

Art. 1279 c. c. rom., care este o copie fidelă după art. 1570 al. 2 c. civ. fr. — atât doctrina cât și jurisprudența l'a interpretat în sensul, că el s'aplică chiar în ipoteză, când femeia nu a fost dotată, căci acest drept constituie un privilegiu al văduvei — în cursul anului de doliu.

b) Acest drept de alimente și habitatiune nu trebuie numai de cât cerut în cursul anului de doliu, ci și după expirarea lui, căci acest drept fiind un drept de creanță contra succesiunii, el este datorat și exigibil, cât timp el nu s'a preseris.

c) Dacă văduva a fost împiedecată de forță majoră, cum e în speța, soțul ei murind la Nisă în 1917, de a ocupa casa în cursul anului de doliu, dreptul de habitatiune nu i se poate tăgădăui, chiar dacă ar fi expirat anul de doliu, întrucât nu s'a făcut de moștenitori dovada că i s'a oferit habitatiunea și văduva a refuzat. (Curtea de Apel București, secția I, decizia civilă No. 22 din 25 Feb. 1921, prin care s'a admis apelul contra sent. 740/919 a Trib. Ilfov. secț. IV c. c. în ce privește numai quantumul pensiei lunare, reducând-o la 5000 lei).

NOTA.—Asupra acestei chestiuni și jurisprudența este constantă. Cfr. C. Cas. I, 16 din 6 Mai 1880 (Bul. p. 213. 1880); Curtea de Apel București, I, 43 din 15 Martie 1920, cu nota d. lui Alfred Juvara, Curierul Judiciar No. 40—41 din 6 Iunie 1920, p. 320 și nrm. (N. R.).

SECȚIA II

Apelanță: Elena A. Birkenthal prin d. av. Marinescu-Bolentin.
Întimat: M. Sahim prin d. av. Ioanță.

Legea timbrului.—**Expertiză grafică.**—**Nemenționarea ei în lege.**—**Pe ce timbru trebuie făcută?**—**Art. 52 și 23 § 13 legea Timbrului.**

Art. 52 din legea timbrului oprește autoritățile publice de a da curs actelor ce nu vor fi timbrate sau cari vor purta timbre mai scăzute de cât cele stabilite prin lege.

Legea timbrului fiind de strictă interpretare nu se

poate aplica prin analogie și la actele pe care legiuitorul nu le-a prevăzut expres în ea.

Art. 23 § 13 se referă numai la actele de expertiză pentru averi mobiliare și imobiliare a căror valoare trece de 1000 de lei.

Prin urmare, în speță, fiind vorba de o expertiză grafică, care se referă numai la verificarea semnăturii părților, și legea neprevăzând nici un timbru special pentru asemenea acte, nu se poate cere nulitatea lor, mai cu seamă, că, în speță, întimatul a plătit și timbrul fix de 20 de lei la Ad. Financiară cerut pentru celelalte expertize. (Curtea de Apel București, secția II-a, decizia civilă No. 34 din 12 Feb. 1921 prin care s'a anulat apelul contra sent. 517/920 a Trib. Ilfov secția II-a c. cor).

SECȚIA III

Apelanță: Maria I. Mihalteanu personal și ca tutoare legală prin d. av. Gh. Gh. Dumitrescu.
Întimată: Mathilda A. Tipei prin d. av. Chișineanu.

Ordonanță prezidențială.—**Apel.**—**Vacanță.**—**Legea proprietarilor.**—**Suspendare.**—**Dacă președintele secțiunii de vacanță poate în această caz emite ordonanță prezidențială?**—**Art. 66 bis pr. civ.**

Art. 66 bis pr. civ. se poate aplica ori de câte ori afacerea este de natură urgentă și prin întârziere s'ar primejdui anumite interese.

În speță, apelul chirieșului fiind introdus în vacanța Paștelui, în care timp nu era posibil să se judece nici o pricină, președintele secțiunii de vacanță al Curței, avea căderea să suspende executarea ordonanței prezidențiale No. 7793/921 a Trib. Ilfov secția c. cor. pe temeiul art. 66 din pr. civ., independent dacă este după legea proprietarilor s'au după dreptul comun. (Curtea de Apel București, secția III, decizia civilă 148 din 18 Iunie 1921, prin care s'a respins apelul contra ordonanței prezidențiale No. 1415 din 4 Mai 1921 a Președintelui secțiunii de vacanță al acestei Curți).

SECȚIA IV

Apelanță: Primăria orașului Ploesti prin d. av. Ion Verzea.
Întimată: Steliana Gh. Stănescu, cu autorizația soțului, prin d. av. Ceruleanu.

Contract de locație.—**Autoritate comunală.**—**Formalitățile în care se fac închirierile bunurilor comunale.**—**Art. 80 și 216 legea comunală și 80 legea contabilității publice.**—**Drepturile locatarului.**—**Ne folosința lucrului închiriat.**—**Garantare.**—**Daune interese.**—**Art. 1420 al. 3. c. civ.**

a) Conform dispozițiilor art. 83 și 216 din legea comunală, cumpărările, închirierile și înstrăinările averilor comunale se fac conform art. 80 din legea contabilității publice, adică prin licitație publică.

Inchirierile însă, sau arendările cari produc un venit mai mic de 10.000 lei sau pe mai mulți ani nu atinge o valoare de 3000 lei anual, se pot face și prin bună învoială.

În speță, închirindu-se întimatei o prăvălie pentru a vinde pește, cu prețul de 500 lei anual, această închiriere este valabilă prin bună învoială aprobată de primar.

b) Conform art. 1420 al 3 c. civ. locatorul este ținut în tot timpul locațiunii de a garanta de drept pe locatar nu numai contra faptelor sale personale, dar și contra terților.

Prin urmare, în speță, intimata neputând exercita comerțul de a vinde pește din cauză că oficiul de vânzarea Peștelui din Galați i-a refuzat să-i dea peștele convenit, sub motiv că soțul său este falit, iar Primăria era ținută de a-i procura peștele pe acest timp, acest fapt constituie o împiedecare a folosinței lucrului închiriat, de care Primăria este răspunzătoare ca garantă, și deci pasibilă de dauna. (Curtea de Apel București, secția II, decizia civilă No. 83 din 6 Aprilie 1921, prin care s'a respins apelul contra sentinței No. 100/920 a Trib. Prahova, secția II).

JURISPRUDENȚĂ STRĂINĂ

Act de naștere.—Decesul bărbatului mamei. Hotărâre declarativă a decesului. — *Data morței anterioară cu mai mult de 300 zile nașterii.* — *Rectificarea actului de naștere.* — *Tată nedenumit.* — Art. 312 al. 2 și 315 c. civ. fr. (art. 286 și 289 c. civ. rom.).

Când un act de naștere arată ca tată și mamă a copilului niște oameni însurați și când se stabilește ulterior printr-o hotărâre, că bărbatul mamei a murit în războiu cu mai mult de 300 de zile înainte de nașterea copilului, actul de naștere a acestui copil poate să fie rectificat printr-o simplă ordonanță a președintelui Tribunalului civil, în sens că sus zisul copil va fi arătat ca un copil natural născut dintr'un tată necunoscut. (Tribunalul din Gap, audiența dela 24 Dec. 1920, Președinția d-lui Jouglar. *La Loi* No. 8 din 27 Aprilie 1921).

NOTĂ. — Tribunalul prin ordonanța prezidențială rectifică actul de naștere unui copil născut dintr-o femeie al cărui bărbat a dispărut în războiu cu mai mult de trei sute de zile înainte de naștere. Cazul este foarte frecvent, nu numai în Franța, dar la toate națiunile beligerante.

Cele mai adesea ori, în actul de naștere este arătat numai numele de fată al mamei fără să se enunțe nici un nume de tată, sau copilul e declarat din tată și mamă nedenumiți (necunoscuți).

Cu toate acestea, ori de câte ori cel ce a declarat nașterea a expus sincer situația, ofițerul de stare civilă nu s'a simțit în drept ca să treacă sub tăcere numele bărbatului mamei, nici în drept de a nu-l arăta ca fiind tatăl copilului (art. 312 § 1 c. civ. fr., art. 286 c. civ. rom.).

Prin aplicațiunea legilor din 3 Dec. 1915 și 25 Iunie 1919, hotărârea a fixat data care trebuie să fie considerată ca aceea a morții militarului al cărui act de moarte n'a fost dressat.

Se înțelege dela sine că ofițerul de stare civilă al comunei unde actul de naștere a fost întocmit nu poate cu dela sine putere, după ce a transcris hotărârea declarativă de moarte, să o menționeze în marginea actului de naștere al copilului; o doua hotărâre judecătorească este necesară.

Dar este suficient o simplă ordonanță prezidențială de rectificare? Lucrul ne pare neîndoios. În adevăr, dacă mama ar fi murit puțin timp după naștere, o simplă ordonanță de rectificare ar fi fost suficientă pentru a substitui, în actul său de moarte, cuvintelor «soția lui X...» cuvintele «văduva lui X».

Și o ordonanță de rectificare e deasemenea suficientă pentru a declara că bărbatul d'funcț no e tatăl unui copil născut dintr-o văduvă cu mai mult de 300 de zile după moartea bărbatului său. Singura dificultate rezultă din redacțiunea curioasă a art. 315 c. civ. fr. (289 c. civ. rom.) «*Legitimitatea copilului născut după 300 de zile dela desfacerea căsătoriei va putea fi contestată.*» S'ar putea conchide că, presupunerea numelui bărbatului ca tată al copilului n'ar putea

să [rezulte decât dintr'o acțiune în contestațiune de legitimitate intențată de moștenitorii bărbatului.

Această interpretare literală a art. 315 departe de a proteja pe copil, din contră i-ar fi căteodată prejudiciabilă.

În speța dedusă înaintea Trib. din Gap, tatăl natural era dispus să se căsătorească cu mama și să legitimeze copilul. O rectificarea a actului de naștere a acestuia din urmă era necesară înainte de celebrarea căsătoriei părinților lui și nici o procedură nu era așa de expeditivă ca ordonanța prevăzută de art. 99 c. civ. (Legea din 20 Noemb. 1919).

Când tatăl natural nu-i cunoscut, Ministerul Public nu e ținut, în numele ordinii publice, să facă să dispară din actul de naștere al copilului, numele bărbatului mamei; după câte știm, nici o circulară ministerială nu-i recomandă să intervină în acest scop, atunci când cei interesați nu i au cerut-o

ED. LÉVY

Doctor în drept, avocat. Paris

* *

Amnistie. — **Efect legal.** — **Ștergerea delictului însuși.** — **Vănzarea de anizet similar absintului.** — **Inchiderea stabilimentului.** — **Pedeapsă principată.** — Art. 2 din legea dela 24 Oct. 1919.

Inchiderea unui local de băutori spirtoase din cauza vnzării anizetului, șimlar absintului, constituie nu o simplă măsură administrativă, ci o adevărată pedeapsă intrând în termenii și prevederile art. 2 din legea de amnistie dela 24 Oct 1919.

Efectul amnistiei este de a șterge delictul însuși, adică de a pune lucrurile în punctul unde ele ar fi fost, dacă delictul nu ar fi fost comis. (Curtea din Alger, audiența dela 17 Dec. 1920. *La Loi* No. 86 din 30 Aprilie 1921).

* *

Competență. — **Locul de plată.** — **Clauză atributivă de jurisdicțiune.** — **Aplicațiunea la vnzări nu și la cumpărări.** — **Facturile vnzătorului.** — **Clauză contrarie.** — **Observațiuni.** — Art. 410 § 2 și 3 pr. civ. fr.

Clauza relativă la locul de plată înscrisă de un comerciant pe facturile sale nu poate să se aplice decât vnzărilor făcute de el, iar nu și cumpărărilor. Ea nu poate deci să neutralizeze o clauză contrarie înscrisă pe facturile aceluia căruia i-a făcut o furnitură. (Tribunalul Senei, audiența dela 12 Aprilie 1921, Președinția d-lui German. *La Loi* No. 103 din 2^a Iunie 1921).

* *

Divorț. — **Distrugerea sau dispariția, din cauza evenimentelor de războiu, a practicelei și minutei hotărârei.** — **O nouă hotărâre declarând divorțul constatat.**

Când, în urma ocupațiunii germane, practicaua și minuta unei hotărâri de divorț rămase definitivă audispărut, ca și toate piesele de procedură, publicațiunea în ziare, transcrierea hotărârei în cele două duble registre de căsătorie, etc. astfel că data exactă a hotărârei e nesigură, vechii soți pot cere dela Tribunalul civil o nouă hotărâre declarând constatat divorțul, care să țe locul primei decizii.

Cererea lor trebuie mai cu seamă să fie primită, când unul din cei doi vechi soți s'a recăsătorit înainte de războiu, în comuna unde a fost celebrată prima căsătorie și că celălalt soț nu se poate recăsătorii decât producând hotărârea solicitată.